

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-70-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-70

Objet : DM n°1- Budget Principal

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etti Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Olandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-70

Objet : DM n°1 – Budget Principal

Le Président propose au Conseil d'approuver la décision budgétaire modificative suivante :

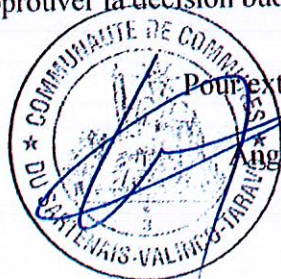
BUDGET GENERAL			
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
611 – Prestations de service.	+ 99 300 €	74718 – Participations ETAT	+ 65 000 €
		758881 – Autres produits exceptionnelles	+ 21 000 €
		75888 – Autres recettes	+ 2 300 €
		758888 – produits exceptionnels divers	+ 11 000 €
TOTAL	+ 99 300 €	TOTAL	+ 99 300 €

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
 Nombre de membres présents ou représentés : 28
 Nombre de suffrages exprimés : 28
 Nombre de vote pour : 28
 Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver la décision budgétaire modificative détaillée ci-dessus.



Pour extrait conforme au registre,
 Le Président,
 Ange-François LEANDRI

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-71-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-71

Objet : DM n°2 – Budget annexe de l'eau

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D’Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-71

Objet : DM n°2 – Budget Annexe de l’eau

Le Président propose au Conseil d’approuver la décision budgétaire modificative suivante :

BUDGET ANNEXE EAU			
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
611 – Prestations de service.	- 30 000 €	7588 – Autres produits.	+ 30 000 €
61523 – Réseaux	- 10 000 €		
6378 - Autres taxes et redevances	- 30 000 €		
023 – Virement à la Section Investissement	100 000 €		
TOTAL	+ 30 000 €	TOTAL	+ 30 000 €

BUDGET ANNEXE EAU			
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
21531-(999) Travaux divers	+ 100 000 €	021 – Vir de la section de fonctionnement	+ 100 000 €
TOTAL	+ 100 000 €	TOTAL	+ 100 000 €

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

06 JAN. 2026

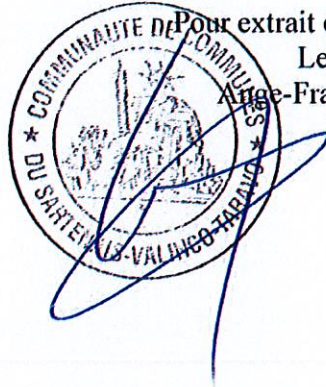
Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de vote pour : 28

Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver la décision budgétaire modificative détaillée ci-dessus.



Pour extrait conforme au registre,

Le Président,

Angé-François LEANDRI

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-72-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-72

Objet : DM n°1 – Budget annexe de l'assainissement

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Ettori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Olandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-72

Objet : DM n°1 – Budget Annexe de l'assainissement

Le Président propose au Conseil d'approuver la décision budgétaire modificative suivante :

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT			
FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
023 – Vir section investissement	+ 360 000 €	70611 – Redevances des usagers	+ 360 000 €
TOTAL	+ 360 000 €	TOTAL	+ 360 000 €
BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT			
INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
2313-(2024/001) REACTEURS	+ 920 000 €	021 – Vir de la section de fonctionnement	+ 360 000 €
2313-(2025/001) ORT PROPRIANO	+ 70 000	1311-(2024/001) REACTEURS	+ 630 000 €
TOTAL	+ 990 000 €	TOTAL	+ 990 000 €

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
 Nombre de membres présents ou représentés : 28
 Nombre de suffrages exprimés : 28
 Nombre de vote pour : 28

06 JAN. 2026

Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver la décision budgétaire modificative détaillée ci-dessus.



Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-73-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-73

Objet : Marché de renouvellement des membranes – Avenant

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-73

Objet : Marché de renouvellement des membranes – Avenant.

Le Président informe le Conseil que les travaux de renouvellement des membranes ont débuté.

A l'occasion des opérations de bathymétrie pour le contrôle (en eau) des bassins, il a été constaté une altération du système de purge d'air (rampe d'aération) y compris la vanne défectueuse.

Par ailleurs, dans un souci de fiabilisation des installations, il a été retenu le changement :

- D'une vanne guillotine.
- D'un ballon anti-bélier du groupe eau industrielle par un réservoir KSB DE 500-PN 10-G-1 1

N° Prix	Désignation	Unité	Unité	Prix Forfaitaires € HT
I	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES :			
I.1	Remplacement de la vanne guillotine AVK DN250 y compris reprise de la portion rouillée en amont.	1	FT	2 550,00 €
I.2	Remplacement du ballon anti-bélier du groupe eau industrielle par un réservoir KSB DE 500-PN 10-G 1 1	1	FT	1 400,00 €
I.3	Intervention d'une équipe de scaphandriers pour la fabrication et la soudure des purges sur les 5 rampes d'aération	1	FT	3 700,00 €
MONTANT TOTAL HT :				7 650,00 €
TVA 20% :				1 530,00 €
MONTANT TOTAL TTC :				9 180,00 €

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, les statuts de la Communauté de Communes,

Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de vote pour : 28

Délibération publiée le

06 JAN. 2026

Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président à signer l'avenant relatif au marché de renouvellement des membranes de la STEP de Propriano.



Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

U 6 JAN. 2026



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-73-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



MARCHES PUBLICS AVENANT

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Communauté de communes du SARTENAIS VALINCO TARAVO
Maison des Douaniers Avenue NAPOLEON III
20110 – PROPRIANO.

B - Identification du titulaire du marché public

STEREAU SAS
2 RUE DE LA BRESLE
78310 MAUREPAS

C - Objet du marché public

■ Objet du marché public : TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES MEMBRANES (EN TRANCHE FERME) ET DES DIFFUSEURS D'AÉRATION (EN TRANCHE OPTIONNELLE) DE LA STATION D'ÉPURATION DE CAPU LAUROSIO A PROPRIANO.

■ Date de la notification du marché public : 31 juillet 2025.

■ Durée d'exécution du marché public : 43 Semaines (Tranches ferme et optionnelle).

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%.
- Montant HT : 1 003 434 €.
- Montant TTC : 1 204 120,80 €

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

A l'occasion des opérations de bathymétrie pour le contrôle (en eau) des bassins, il a été constaté une altération du système de purge d'air (rampe d'aération) y compris la vanne défectueuse.

Par ailleurs, dans un souci de fiabilisation des installations, il a été retenu le changement :

- D'une vanne guillotine.
- D'un ballon anti-bélier du groupe eau industrielle par un réservoir KSB DE 500-PN 10-G 1 1

N° Prix	Désignation	Unité	Unité	Prix Forfaitaires € HT
I	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES :			
I.1	Remplacement de la vanne guillotine AVK DN250 y compris reprise de la portion rouillée en amont.	1	FT	2 550,00 €
I.2	Remplacement du ballon anti-bélier du groupe eau industrielle par un réservoir KSB DE 500-PN 10-G 1 1	1	FT	1 400,00 €
I.3	Intervention d'une équipe de scaphandriers pour la fabrication et la soudure des purges sur les 5 rampes d'aération	1	FT	3 700,00 €
MONTANT TOTAL HT :				7 650,00 €
TVA 20% :				1 530,00 €
MONTANT TOTAL TTC :				9 180,00 €

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public : oui

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 7 650 €
- Montant TTC : 9 180 €
- % d'écart introduit par l'avenant :

Nouveau montant du marché public :

- Taux de la TVA : 20%.
- Montant HT : 1 011 084 €.
- Montant TTC : 1 213 300,80 €

06 JAN. 2026

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : , le

Signature

(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

■ En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A, le

Signature du titulaire,

■ En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-074-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-74

Objet : Admission en non-valeur

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Ettori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Olandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-74

Objet : Admission en non-valeur

Le Président rappelle que les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par l'établissement mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public en charge du recouvrement.

Concernant les admissions en non-valeur (ANV), le Président propose au Conseil de se prononcer favorablement sur les listes proposées réalisées sur la base des données du SGC.

Ce travail s'inscrit dans la continuité des demandes de la CRC dans le cadre de son contrôle.

Compte tenu des montants, il proposera l'instauration de provisions à partir de 2026.

Les montants sont les suivants :

- Budget général : 7 840,01 €
- Budget eau potable : 9 924.70 €
- Budget assainissement : 4 960,95 €

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, les statuts de la Communauté de Communes,

Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de vote pour : 27

Nombre de vote contre : 1

DECIDE

Article 1 : d'autoriser pour le Budget Principal l'annulation des créances pour un montant de 7 840,01 €.

Article 2 : d'autoriser pour le Budget Eau l'annulation des créances pour un montant de 9 924,70 €.

Délibération publiée le

06 JAN. 2026

Article 3 : d'autoriser pour le Budget Assainissement l'annulation des créances pour un montant de 4 960,95 €.



Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

Compte	Codeservice	Exercice	N° de pièce	Date PEC	N° d'ordre	Nom du débiteur	Objet du titre	Reste à recouvrer
4161		2006	T-900004000242	07/05/2010		1 colonna jean-dominique	000004000002423 ramassage cartons	100
4161		2006	T-900004000273	07/05/2010		1 giacomoni nelly	000004000002739 ramassage cartons	100
4161		2007	T-46	07/05/2010		1 danti marguerithe	contenieux clara	841.6
4161		2007	T-56	07/05/2010		1 lorentz marie paula	contenieux clara	1893.6
4161		2007	T-140	07/05/2010		1 sari sollacaro	contenieux clara	1200
4161		2007	T-241	07/05/2010		1 giacomoni nelly	contenieux clara	100
4161		2007	T-253	07/05/2010		1 vesperini sollacaro felicia	contenieux clara	100
4161		2007	T-272	07/05/2010		1 castel cristian	contenieux clara	80
4161		2008	T-900001000029	07/05/2010		1 castel christian	000001000000299 ramassage cartons	80
4161		2008	T-900001000030	07/05/2010		1 castel christian	000001000000309 ramassage cartons	80
4161		2008	T-900001000037	07/05/2010		1 colonna jean dominique	000001000000379 ramassage cartons	100
4161		2008	T-900001000087	07/05/2010		1 martelli cesari jeannine	000001000000879 ramassage cartons	150
4161		2008	T-900001000088	07/05/2010		1 martelli cesari jeannine	000001000000889 ramassage cartons	100
4161		2008	T-900001000161	07/05/2010		1 sari nova copia	000001000001619 ramassage cartons	150
4161		2008	T-900001000170	07/05/2010		1 sari sollacaro	000001000001709 ramassage cartons	1236
411		2009	T-900082000344	07/05/2010		1 tempi la sari bdr	000082000003449 déchets indust et commerciaux	7.5
4161		2009	T-900082000001	07/05/2010		1 a madurina -stipiti	000082000000019 déchets indust et commerciaux	103.75
4161		2009	T-900082000002	07/05/2010		1 a cantinetta	000082000000029 déchets indust et commerciaux	83.75
4161		2009	T-900082000035	07/05/2010		1 bar des sports	000082000000359 déchets indust et commerciaux	55.31
4161		2009	T-900082000048	07/05/2010		1 boulangerie serra	000082000000489 déchets indust et commerciaux	93.75
4161		2009	T-900082000116	07/05/2010		1 giacomoni nelly	000082000001169 déchets indust et commerciaux	107.5
4161		2009	T-900082000120	07/05/2010		1 rolly marlene	000082000001209 déchets indust et commerciaux	80
4161		2009	T-900082000182	07/05/2010		1 le roy theodore	000082000001829 déchets indust et commerciaux	103.75
4161		2009	T-900082000192	07/05/2010		1 martelli cesari jeannine	000082000001929 déchets indust et commerciaux	154.5
411		2010	T-103 R-3 A-128	01/12/2010		1 garage mary antoine	annee 2010	4.5
4161		2010	T-103 R-3 A-201	01/12/2010		1 martelli cesari jeannine	annee 2012 dic	150
4161		2012	T-62 R-12 A-200	20/11/2012		1 martelli cesari jeannine	déchets industriels et commerciaux	100
4161		2014	T-57 R-7 A-337	19/12/2014		1 tabac le margny martelli cesari jeannine	dic	100
4161		2015	T-54 R-4 A-173	05/10/2015		1 le zen	dic	100
4161		2015	T-54 R-4 A-329	05/10/2015		1 tabac le margny martelli cesari jeannine	dic 2016 dic 2016	80
4161		2016	T-41 R-18 A-206	21/10/2016		1 orange		

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-074-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



Compte	Exercice	N° de pièce	Date PEC	Nom du débiteur	Objet du titre	Reste à recouvrer
4751	2016 R-1 A-14	31/12/2016	31/12/2016	duboc denise	bordereau spanc 1- communauté de communes du sartonais-valinco	398
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	fior di strada	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	151,3
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	pangrani paula	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	paoletti christine	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	poli x	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	rillot angele	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145,15
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	roggi bonaventure	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	ruther jean paul	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	susini pierre	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	valle francine	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	145
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	vellutini paul jean	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	146,35
46721	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	vellutini pierre marie	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	4,35
46726	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	giacomini anais	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	146,2
46726	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	nelphe jeremy	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	150,55
46726	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	paoletti marc	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	155,2
46726	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	pien mondet virginie	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	173,8
46726	2019 T-40 R-31500	31/12/2019	31/12/2019	scaglia felix	assainissement sur facture eau taravo 2018 sur 2019 modernisation	8,05
411	2020 T-25 R-2 A-1	31/12/2020	31/12/2020	toix maxime	spanc 2020	60
411	2020 T-25 R-2 A-1	31/12/2020	31/12/2020	faivre aurelie	spanc 2020	130
411	2020 T-25 R-2 A-3	31/12/2020	31/12/2020	moretti baptiste	spanc 2020	398
411	2020 T-25 R-2 A-4	31/12/2020	31/12/2020	tamburini natalina	spanc 2020	398
411	2020 T-25 R-2 A-4	31/12/2020	31/12/2020	tomasi sauveur	spanc 2020	60
411	2020 T-25 R-2 A-5	31/12/2020	31/12/2020	moreschi pascal	spanc 2020	398
411	2020 T-25 R-2 A-5	31/12/2020	31/12/2020	sar les dominicains	spanc 2020	398
411	2020 T-24 R-31500	31/12/2020	31/12/2020	aloui yassine	role factures eau taravo 2019 sur 2020	45
411	2020 T-24 R-31500	31/12/2020	31/12/2020	antonetti olivia	role factures eau taravo 2019 sur 2020	145
411	2020 T-24 R-31500	31/12/2020	31/12/2020	barello jose	role factures eau taravo 2019 sur 2020	145
411	2020 T-24 R-31500	31/12/2020	31/12/2020	barello jose	role factures eau taravo 2019 sur 2020	145
411	2020 T-24 R-31500	31/12/2020	31/12/2020	bartoli catherine	role factures eau taravo 2019 sur 2020	145

06 JAN. 2026

411	2018	T-298	31/12/2018	caitucoli xavier	m caitucoli xavier n compteur a 00138 facture 00257	150
411	2018	T-306	31/12/2018	caitucoli anne marie	mme caitucoli anne marie n compteur a00025 facture 000245	150
411	2018	T-310	31/12/2018	bellini laurence	mme bellini laurence n compteur a 00159 facture 000158	150
4161	2018	T-321 R-3 A-253	31/12/2018	santoni joseph	facture eau vente eau et pollution domestique	38,86
4161	2018	T-321 R-3 A-254	31/12/2018	santoni joseph	facture eau vente eau et pollution domestique	263,12
46721	2019	T-33 R-13 A-1	31/12/2019	a cantina a cantina	eau taravo pollution 2018 sur 2019	238,61
46721	2019	T-33 R-13 A-503	31/12/2019	di filippo rosario	eau taravo pollution 2018 sur 2019	30,38
46721	2019	T-33 R-13 A-708	31/12/2019	giorgiotti angele	eau taravo pollution 2018 sur 2019	156,5
46721	2019	T-33 R-13 A-811	31/12/2019	laurenti jb	eau taravo pollution 2018 sur 2019	191,66
46721	2019	T-33 R-13 A-847	31/12/2019	levasseure vanessa	eau taravo pollution 2018 sur 2019	134,79
46721	2019	T-33 R-13 A-855	31/12/2019	loisirs et services loisirs loisirs	eau taravo pollution 2018 sur 2019	211,59
46721	2019	T-33 R-13 A-876	31/12/2019	lupini paul	eau taravo pollution 2018 sur 2019	100,06
46721	2019	T-33 R-13 A-882	31/12/2019	maestracci fabienne	eau taravo pollution 2018 sur 2019	100,06
46721	2019	T-33 R-13 A-919	31/12/2019	mettem jeanne	eau taravo pollution 2018 sur 2019	116,11
46721	2019	T-33 R-13 A-920	31/12/2019	mettem jeanne	eau taravo pollution 2018 sur 2019	100,49
46721	2019	T-33 R-13 A-921	31/12/2019	mettem jeanne	eau taravo pollution 2018 sur 2019	100,06
46721	2019	T-33 R-13 A-941	31/12/2019	mondain mireille	eau taravo pollution 2018 sur 2019	100,06
46721	2019	T-33 R-13 A-952	31/12/2019	mondoloni florence	eau taravo pollution 2018 sur 2019	103,81
46721	2019	T-33 R-13 A-998	31/12/2019	nassiry timour françois paul	eau taravo pollution 2018 sur 2019	131,49
46721	2019	T-33 R-13 A-1022	31/12/2019	nicolai toussaint	eau taravo pollution 2018 sur 2019	164,8
46726	2019	T-33 R-13 A-79	31/12/2019	aspicq michel	eau taravo pollution 2018 sur 2019	792,03
46726	2019	T-33 R-13 A-803	31/12/2019	landini christian	eau taravo pollution 2018 sur 2019	124,5
46726	2019	T-33 R-13 A-899	31/12/2019	marchetti martin paul	eau taravo pollution 2018 sur 2019	100,06
46726	2019	T-33 R-13 A-914	31/12/2019	mastrogiovanni charles antoine	eau taravo pollution 2018 sur 2019	100,06
46726	2019	T-33 R-13 A-1135	31/12/2019	piéri mondet virginie	eau taravo pollution 2018 sur 2019	261
46726	2019	T-33 R-13 A-1210	31/12/2019	robaglia serge	eau taravo pollution 2018 sur 2019	137,51
46726	2019	T-33 R-13 A-1244	31/12/2019	santoni ange françois	eau taravo pollution 2018 sur 2019	54,36
46726	2019	T-33 R-13 A-1277	31/12/2019	santoni joseph	eau taravo pollution 2018 sur 2019	710,28
46726	2019	T-33 R-13 A-1278	31/12/2019	santoni joseph	eau taravo pollution 2018 sur 2019	573,77

Compte	Exercice	N° de pièce	Date PEC	Nom du débiteur	Objet du titre	Reste à recouvrer
411	2018	T-6 R-1 A-618	17/07/2018	furiosi serena	facture eau contribuable 5 communes	177,2
411	2018	T-6 R-1 A-622	17/07/2018	gaffori fabien	facture eau contribuable 5 communes	82
411	2018	T-6 R-1 A-649	17/07/2018	giacomini annonciade	facture eau contribuable 5 communes	82
411	2018	T-6 R-1 A-650	17/07/2018	giacomini charles	facture eau contribuable 5 communes	83,43
411	2018	T-6 R-1 A-657	17/07/2018	giacomini jean noel	facture eau contribuable 5 communes	112,58
411	2018	T-6 R-1 A-663	17/07/2018	giacomini stephane	facture eau contribuable 5 communes	142
411	2018	T-6 R-1 A-677	17/07/2018	giacomini jose	facture eau contribuable 5 communes	83,12
411	2018	T-6 R-1 A-685	17/07/2018	giuly noelle	facture eau contribuable 5 communes	99,16
411	2018	T-6 R-1 A-691	17/07/2018	gravois lydiane	facture eau contribuable 5 communes	200
411	2018	T-6 R-1 A-707	17/07/2018	guiderdoni paul	facture eau contribuable 5 communes	60
411	2018	T-6 R-1 A-730	17/07/2018	iozelli laetitia	facture eau contribuable 5 communes	125,44
411	2018	T-6 R-1 A-760	17/07/2018	kobinsky macef	facture eau contribuable 5 communes	177,5
411	2018	T-6 R-1 A-786	17/07/2018	lemoine ludovic	facture eau contribuable 5 communes	96,76
411	2018	T-6 R-1 A-805	17/07/2018	levasseur vanessa	facture eau contribuable 5 communes	178,89
411	2018	T-6 R-1 A-863	17/07/2018	martini marc nicolas	facture eau contribuable 5 communes	58,7
411	2018	T-6 R-1 A-871	17/07/2018	mastrogiovanni charles antoine	facture eau contribuable 5 communes	269,44
411	2018	T-6 R-1 A-872	17/07/2018	mca	facture eau contribuable 5 communes	606,4
411	2018	T-6 R-1 A-926	17/07/2018	mondoloni rei suffia luis	facture eau contribuable 5 communes	201,4
411	2018	T-6 R-1 A-946	17/07/2018	nassiry timour françois paul	facture eau contribuable 5 communes	184
411	2018	T-6 R-1 A-964	17/07/2018	nicolai pauline	facture eau contribuable 5 communes	64,25
411	2018	T-6 R-1 A-968	17/07/2018	nicolai toussaint	facture eau contribuable 5 communes	146,35
411	2018	T-6 R-1 A-969	17/07/2018	nicolai toussaint	facture eau contribuable 5 communes	60
411	2018	T-6 R-1 A-1431	17/07/2018	vieille alain	facture eau contribuable 5 communes	1,8
411	2018	T-321 R-3 A-246	31/12/2018	santoni gilles	facture eau vente eau et pollution domestique	22,7
411	2018	T-321 R-3 A-251	31/12/2018	santoni jean mathieu	facture eau vente eau et pollution domestique	116,48
411	2018	T-321 R-3 A-252	31/12/2018	santoni jean mathieu	facture eau vente eau et pollution domestique	16,64
411	2018	T-321 R-3 A-271	31/12/2018	santoni veronique	facture eau vente eau et pollution domestique	240,5
411	2018	T-260	31/12/2018	daugeron angele	mme daugeron angele n compteur 00096 facture 000520	150
411	2018	T-265	31/12/2018	chiocca regis	m chiocca regis n compteur a00142 facture 000430	150
411	2018	T-273	31/12/2018	casalta marie rose	mme casalta ravion marie rose n compteur a00110 facture 000315	150
411	2018	T-274	31/12/2018	casalta jean paul	m casalta paul joseph n compteur a00068 facture 000312	49,94
411	2018	T-282	31/12/2018	casalta henri	m casalta henri n compteur a00098 facture 00302	150

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-75-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-75

Objet : Marché de prestations d'hydrocurage (2 lots) : Signature

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-75

Objet : Marché de prestations d'hydrocurage (2 lots) : Signature

Le Président informe le Conseil communautaire que la reprise en régie de la gestion de la totalité de l'assainissement collectif a engendré la mise en place d'une nouvelle méthode de fonctionnement depuis 2023.

Une des prestations concerne le curage.

Les caractéristiques essentielles de cette consultation sont les suivants :

- Procédure : AOO.
- Accord-cadre à bons de commande.
- Durée : 1 an, renouvelable trois fois.
- Allotissement : Oui – 2.
 - Lot n°1 : Opération de désobstruction et/ou de curage d'urgence et les opérations de curage préventif du réseau d'assainissement. (Lot n°1 du dossier initial).
 - Opération de désobstruction et/ou de curage d'urgence et les opérations de curage préventif du réseau d'assainissement.
 - Lot n°2 : Opération programmée de curage des équipements de transfert, de prétraitement et de traitement à l'exception (Lot n°2 du dossier initial).
 - Opération programmée de curage des équipements de transfert, de prétraitement et de traitement.
- Montant maximum :
 - Lot 1 : 600 000 € HT.
 - Lot 2 : 600 000 € HT.
- Référence du marché : 2025-06B.
- Publicité :
 - Plateforme de dématérialisation ;
 - JOUE 634754-2025 ;
 - BOAMP 25-106734.
- Date limite de réception des offres : 5 novembre 2025 à 12 heures.
- Nombre de candidats :
 - Lot 1 : 1.
 - Lot 2 : 1.

06 JAN. 2026

- Critères de sélection des offres
 - Critère Prix des prestations pondéré à 40 %.
 - Critère Délai d'exécution pondéré à 25 %.
 - Critère Moyens humains et matériels pour assurer les interventions pondéré à 20 %.
 - Critère Moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité sur les interventions et méthodologie d'intervention. pondéré à 15 %.

Les notes attribuées sont les suivantes :

Lot n° 1	Critère 1 sur 10	Critère 2 sur 10	Critère 3 sur 10	Critère 4 sur 10
LEANDRI ENVIRONNEMENT	10	10	8	6

Lot n° 2	Critère 1 sur 10	Critère 2 sur 10	Critère 3 sur 10	Critère 4 sur 10
LEANDRI ENVIRONNEMENT	10	10	8	6

La CAO a décidé de l'attribution sur la base du classement suivant :

Lot 1		
Candidats	Classement	Total
LEANDRI ENVIRONNEMENT -- - Offre de base ---	1	9/10

Lot 2		
Candidats	Classement	Total
LEANDRI ENVIRONNEMENT -- - Offre de base ---	1	9/10

**Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,**

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 28
Nombre de suffrages exprimés : 28
Nombre de vote pour : 28
Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président à signer tous les documents afférents au lot n°1 avec la société LEANDRI ENVIRONNEMENT.

Article 2 : d'autoriser le Président à signer tous les documents afférents au lot n°2 avec la société LEANDRI ENVIRONNEMENT.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président
Ange-François LEANDRI



06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-76-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-76

Objet : Pépinière Tarra / Modification du règlement intérieur

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etti Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-76

Objet : Pépinière Tarra / Modification du règlement intérieur

Le Président informe les membres du Conseil communautaire que la pépinière d'entreprises TARRA, implantée sur la commune de Viggianello, a ouvert ses portes au public le 1er octobre 2025.

Cette ouverture a permis de confronter le règlement intérieur initial, adopté avant la mise en service du site, à la réalité du fonctionnement opérationnel et aux besoins concrets des usagers : entreprises hébergées, coworkers, partenaires institutionnels et visiteurs.

À la lumière de cette première période d'exploitation, il est apparu nécessaire d'apporter plusieurs ajustements techniques et juridiques afin de simplifier les démarches, harmoniser les procédures et clarifier certaines dispositions. Ces modifications visent à garantir une gestion plus fluide, une meilleure lisibilité du règlement et une adaptation aux usages observés depuis l'ouverture.

Le Président rappelle que les principales évolutions proposées concernent :

- La clarification du rôle du comité de pilotage (COPIL), en remplacement du comité d'agrément ;
- La suppression des critères restrictifs d'accès à l'hôtel d'entreprises (ancienneté, liasses fiscales, effectifs), au profit d'une procédure simplifiée sur simple demande écrite ;
- La distinction claire entre pépinière, hôtel d'entreprises et espace de coworking, chacun disposant de modalités d'accès et de durée d'occupation adaptées ;
- La mise à jour des règles de réservation, de paiement et d'annulation (réservation en ligne ou par téléphone jusqu'à un mois, convention au-delà, absence de remboursement mais possibilité de report) ;
- La modernisation des services proposés (standard téléphonique, reprographie, espace de convivialité, salles mutualisées, etc.) ;
- La clarification des dispositions relatives à la résiliation et à la dénonciation des conventions, avec introduction d'un préavis de trois mois pour les occupants souhaitant mettre fin à leur contrat ;
- Diverses précisions rédactionnelles relatives à l'entretien, la gestion des déchets et la location de matériel.

06 JAN. 2026

Le Président souligne que ces modifications ont pour finalité de :

- Adapter le règlement intérieur à la réalité d'exploitation constatée depuis l'ouverture de TARRA ;
- Faciliter l'accueil et la gestion des entreprises et utilisateurs ;
- Renforcer la cohérence et la lisibilité du document pour les agents gestionnaires et les partenaires ;
- Accroître l'attractivité du dispositif TARRA, outil structurant du développement économique local

Le Président propose au Conseil communautaire de prendre acte des modifications suivantes :

Chapitre 1 – Dispositions générales

Article 1.4 (pages 5, 6 et 7) :

- Retrait des salles de réunion des parties communes ; ajout des toilettes communes ; intégration des modalités de privatisation de la véranda ; précision sur la répartition des responsabilités d'entretien (prestataire pour les parties communes, occupants pour les bureaux).

Article 1.5 (page 8) :

- Ajout des salles de réunion aux parties privatives ; ajout des modalités de réservation en ligne et par téléphone.

Chapitre 3 – Les services

Article 3.1 (page 10) :

- Suppression de la condition liée à la date de création pour l'hôtel d'entreprises
- Remplacement de la notion de « comité d'agrément » par « comité de pilotage (COPIL) » ;
- Seules les candidatures en pépinière demeurent soumises au COPIL ;
- Extension de l'offre courte durée aux bureaux privatifs ;
- Ajout des locations de salles à l'heure, demi-journée, journée et plus ;
- Conversion des conventions des jeunes entreprises en conventions d'occupation
- Clarification des modalités d'accueil pour le coworking et l'hôtel (réservation simple jusqu'à un mois, convention au-delà).

Article 3.2 (pages 11 et 12) :

- Standard téléphonique limité aux informations relatives à TARRA ;
- Précision relative à l'achat du café par les usagers ;
- Massicot, relieuse, plastifieuse et destructeur mis à disposition à la location uniquement.

Chapitre 4 – Conditions d'intégration

Titre (page 13) : modification de « Règlement » en « Conditions d'intégration ».

Article 4.2 (page 16) :

- Distinction entre réservation simple (jusqu'à un mois) et convention (au-delà).

Article 4.3 (page 17) :

- Suppression des critères restrictifs initiaux ; possibilité d'établir une convention sur simple demande écrite pour toute durée supérieure à un mois ; accès sans passage en COPIL pour les durées inférieures à un mois ; intervention du COPIL uniquement au-delà de trois ans.

Chapitre 5 – Modalités de location

Article 5.1 (page 18) :

- Clarification entre modalités d'entrée en pépinière (COPIL) et modalités d'accès à l'hôtel et au coworking (réservation simple pour les courtes durées ; convention pour les durées longues).

Article 5.2 (page 19) :

- Harmonisation des modalités de réservation et possibilité d'étude des demandes particulières par le COPIL.

Article 5.3 (page 19) :

- Retrait de l'exigence de convention systématique ; précision des occupations temporaires (d'une journée à un mois) réservables en ligne ou par téléphone.

Article 5.4 (page 20) :

- Ajout relatif aux locations de longue durée.

Article 5.7 (page 20) :

- Uniformisation des règles de réservation, paiement et annulation (sans remboursement mais avec possibilité de report).

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, les statuts de la Communauté de Communes,

Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de vote pour : 28

Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver les modifications apportées au règlement intérieur de la pépinière et de l'hôtel d'entreprises TARRA, telles que présentées dans le présent rapport.

Article 2 : d'autoriser le Président à procéder à la diffusion et à la mise en œuvre du document actualisé.

Pour extrait conforme au registre,

Le Président,

Ange-François LEANDRI



06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-77-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-77

Objet : Pépinière Tarra / Tarification

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etti Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaçopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-77

Objet : Pépinière *Tarra* / Tarification

Le Président informe l'assemblée que la montée en charge du site, combinée aux retours des premiers usagers, a permis d'identifier plusieurs besoins complémentaires, notamment en matière d'équipements, de services d'accueil et de facilitation logistique des réunions et événements organisés au sein de la pépinière.

Dans ce contexte, le Président expose qu'une actualisation de la grille tarifaire a été élaborée afin d'intégrer ces nouveaux services, de clarifier certaines prestations et d'harmoniser l'offre proposée par la Communauté de Communes du Sartenais-Valinco-Taravo.

La modification proposée de la grille tarifaire poursuit un double objectif : intégrer de nouveaux services devenus essentiels au fonctionnement du site et adapter les modalités de location afin de répondre davantage à la demande.

En complément des tarifs existants (locations de salles, bureaux en pépinière et en hôtel d'entreprises, coworking, reprographie), plusieurs services additionnels sont désormais proposés :

- Un forfait " finition & reliure", donnant accès au matériel de reprographie (massicot, relieuse, plastifieuse, destructeur) hors consommables ;
- Une prestation de petit-déjeuner d'accueil pour les événements organisés à TARRA ;
- Une préparation express de réunion, intégrant impression et assemblage de documents, mise en place de la salle et installation du matériel ;
- La location de matériel de présentation (paperboard, vidéoprojecteur) ;
- Des chevalets nominatifs, avec ou sans support plexiglas.

S'y ajoute désormais une évolution significative de l'offre :

→ Les salles de réunion pourront être louées à l'heure, en plus des formats demi-journée, journée ou forfaits longue durée.

Cette nouvelle modalité répond à une demande fréquente des entrepreneurs, télétravailleurs et intervenants extérieurs, souhaitant réserver un espace pour des réunions courtes, des visioconférences ponctuelles ou des entretiens individuels. Elle renforce la flexibilité de l'équipement et permet une utilisation plus fine des espaces disponibles.

06 JAN. 2026

<i>TVA non applicable - article 293 B du CGI</i>	
Grande salle	
Heure	50,00 €
1/2 journée	160,00 €
Journée	350,00 €
3 jours et +	235,00 €
Salle moyenne	
Heure	30,00 €
1/2 journée	95,00 €
Journée	235,00 €
3 jours et +	110,00 €
Petite salle	
Heure	20,00 €
1/2 journée	65,00 €
Journée	125,00 €
3 jours et +	80,00 €
Privatisation de la Véranda	
Heure	30,00 €
1/2 journée	100,00 €
Journée	180,00 €
3 jours et +	150,00 €
Coworking Nomade	
Heure	5,00 €
1/2 journée	10,00 €
Journée	20,00 €
Coworking	
Heure	7,00 €
1/2 journée	15,00 €
Journée	28,00 €
Mensuel	228,00 €
Bureau Hôtel	
Heure	13,00 €
1/2 journée	38,00 €
Journée	75,00 €
Mensuel	425,00 €
Bureau pépinière	
Mensuel	320,00 €
Photocopie noir et blanc	
1 à 100	0,13 €
101 à 300	0,10 €
Plus de 301	0,08 €
Photocopie couleur	
1 à 100	0,33 €
101 à 300	0,30 €
Plus de 301	0,25 €
Forfait « finition & reliure »	
30 minutes	5,00 €
Services complémentaires	
Petit-déjeuner d'accueil - une boisson chaude (thé-café ou	9,00 € / pers
Préparation express de votre réunion	25,00 € / session
Paperboard	
Demi-journée	10,00 €
Journée	15,00 €
Vidéoprojecteur	
Demi-journée	20,00 €
Journée	30,00 €
Chevalets	
Impression, pliage, disposition	2,00 € / Chevalet
Location support plexiglas + insertion	4,00 € / Chevalet

Le Président propose au Conseil communautaire d'approuver les nouveaux tarifs de la pépinière d'entreprises TARRA et d'en autoriser la mise en application à compter de leur adoption.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 28
Nombre de suffrages exprimés : 28
Nombre de vote pour : 28
Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver les nouveaux tarifs de la pépinière d'entreprises TARRA

Article 2 : d'autoriser leur mise en application à compter de leur adoption.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI



06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-78-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-78

Objet : Pépinière Tarra / Conventions d'accueil

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giafacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-78

Objet : Pépinière Tarra / Conventions d'accueil

Le Président rappelle que l'ouverture de la pépinière d'entreprises TARRA, le 1er octobre 2025, a conduit à engager un travail d'harmonisation entre le règlement intérieur récemment modifié et les différentes conventions d'accueil applicables aux usagers des dispositifs « pépinière », « hôtel d'entreprises » et « coworking ».

Le Président informe les membres du Conseil communautaire que ces adaptations visent à garantir la cohérence juridique des documents contractuels, à simplifier les procédures administratives et à assurer une meilleure lisibilité pour les utilisateurs.

Le Président précise que les conventions d'accueil doivent, en conséquence, être modifiées de manière concomitante à l'approbation du nouveau règlement intérieur.

Le Président propose d'adopter les modifications suivantes :

1. Modifications de la convention d'accueil précaire en pépinière

Article 4 – Redevance appliquée (p. 5)

Intégration d'un accès mensuel d'une demi-journée à la salle de réunion n°1, soumis à réservation préalable et à disponibilité.

Article 5 – Obligations – Redevance et interdiction de sous-location (p. 6)

Correction terminologique : remplacement du terme « coworking » par « pépinière d'entreprises » afin d'assurer la cohérence du document.

Article 6 – Conditions d'éligibilité (p. 7)

Modification de la condition d'ancienneté : remplacement de « moins de 3 ans » par « moins de 4 ans » pour mise en conformité avec le règlement intérieur.

06 JAN. 2026

2. Modifications de la convention d'accueil précaire en hôtel d'entreprises

Exposé préalable (p. 3)

- Mise à jour de l'ancienneté des entreprises accueillies en pépinière : remplacement de « moins de 3 ans » par « moins de 4 ans » pour cohérence avec le règlement intérieur.

Article 4 – Redevance appliquée (p. 5)

- Intégration d'un accès mensuel d'une demi-journée à la salle de réunion n°1, soumis à réservation préalable et à disponibilité.

Article 6 – Conditions d'éligibilité (p. 6)

- Suppression de la mention « Ayant plus de trois ans d'existence », afin d'harmoniser avec les dispositions du règlement intérieur.

Article 6 – Conditions d'éligibilité (p. 6)

- Suppression de la référence obligatoire à une activité « en lien avec le développement économique du territoire », afin de ne pas exclure les occupations ponctuelles, permanences et télétravailleurs.

Article 6 – Conditions d'éligibilité (p. 6)

- Suppression de la mention indiquant que les entreprises en création ne peuvent pas intégrer l'hôtel mais uniquement la pépinière, afin de permettre une occupation flexible et cohérente avec les nouveaux usages.

3. Modifications de la convention d'accueil précaire en coworking

Exposé préalable – Objectifs de l'espace coworking (p. 3)

- Suppression du principe de convention obligatoire : l'accès se fait désormais sur réservation via la plateforme www.tarra-ccsvt.fr, par téléphone ou auprès de l'agent d'accueil.

Une convention reste requise uniquement pour les occupations supérieures à un mois.

Article 2 – Durée (p. 4)

- Ajout d'une mention précisant que la convention n'est nécessaire que pour une durée d'occupation supérieure à un mois.

Article 4 – Redevance appliquée (p. 5)

- Mise en place d'un droit d'accès mensuel d'une demi-journée à un bureau privatif pour les utilisateurs présents plus d'un mois, sur réservation et sous réserve des disponibilités.

Le Président propose que le Conseil communautaire adopte les modifications précitées, afin de rendre les conventions d'accueil pleinement cohérentes avec le règlement intérieur actualisé et de sécuriser juridiquement les modalités d'occupation des espaces au sein de TARRA.

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, les statuts de la Communauté de Communes,

Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de vote pour : 28

Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver les modifications précitées pour les conventions d'accueil.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI



06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-79-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-79

Objet : Pépinière Tarra / Régie

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etti Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-79

Objet : Pépinière Tarra / Régie

Le Président informe les membres du Conseil communautaire que les modifications apportées au règlement intérieur de la pépinière d'entreprises TARRA, ainsi que l'évolution des tarifs adoptés ou proposés, entraînent la nécessité d'adapter concomitamment la régie comptable actuellement en vigueur pour cet équipement.

En effet, il apparaît à l'usage que plusieurs usagers et entreprises accueillies privilégient désormais les règlements par virement bancaire, notamment pour les locations de bureaux, les salles de réunion ou les prestations de courte durée. Le Président rappelle que, dans l'état actuel de la régie, ce mode de paiement n'est pas formellement prévu. Afin de sécuriser les opérations comptables, de fluidifier les encaissements et d'améliorer le service rendu, il convient d'autoriser explicitement l'encaissement par virement au bénéfice de la régie de TARRA.

Par ailleurs, le Président indique que la création de nouveaux services (notamment la location de matériel : massicot, relieuse, plastifieuse, destructeur de documents ; la privatisation de la véranda ; la location à l'heure des salles de réunion ; ainsi que les services liés à l'accueil de courte durée) nécessite également une actualisation de la régie afin d'intégrer l'ensemble de ces produits nouveaux ou revalorisés.

Cette mise à jour de la régie permettra :

- D'assurer la conformité de la régie aux pratiques d'encaissement constatées ;
- De sécuriser les opérations financières ;
- D'adapter l'outil comptable aux évolutions des services proposés ;
- De garantir une traçabilité complète des recettes générées par la structure.

06 JAN. 2026

Modifications à porter à l'acte constitutif :

→ ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

NATURE	COMPTE D'IMPUTATION	BUDGET
Redevances de location des bureaux et espaces de coworking.	7083	Budget principal
Redevances des salles de réunion et d'événements.	7083	Budget principal
Services complémentaires (impression, reprographie, domiciliation, location de matériel).	7018	Budget principal
Services complémentaires (accueil café – Préparation de réunion	7018	Budget principal
Participation aux formations et séminaires professionnels.	7088	Budget principal
Ventes de consommables (badges, cartes d'accès, fournitures de bureau).	7088	Budget principal

→ ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

1. Chèque ;
2. Paiement en ligne par carte bancaire (PAYFIP) ;
3. Carte bancaire ;
4. Mandat administratif ;
5. Virement bancaire ;

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les statuts de la Communauté de Communes,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 28
Nombre de suffrages exprimés : 28
Nombre de vote pour : 28
Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver approuve la modification de la régie comptable de la pépinière d'entreprises TARRA, afin d'y intégrer les paiements par virement ainsi que l'ensemble des nouveaux services soumis à tarification.



Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-80-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**



SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-80

Objet : PLPDMA – Adoption

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Olandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-80

Objet : PLPDMA – Adoption

Le Président rappelle que le Conseil communautaire a approuvé le lancement d'un PLPDMA en partenariat avec le SYVADEC en novembre 2024.

Le Président précise que :

- L'élaboration des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) est obligatoire depuis le 1er janvier 2012,
- Le Syvadee a apporté son soutien technique (marché BE, suivi et données) et assumé la charge financière compte tenu de l'absence de soutien de l'OEC à ce jour.

Le calendrier de cette procédure est le suivant :

- 19 novembre 2024 : Délibération relative au lancement du PLPDMA.
- 6 janvier 2025 : Demande d'accompagnement auprès du SYVADEC.
- 31 janvier 2025 : Réunion de présentation du BE, cadre d'accompagnement et planning.
- 20 mars 2025 : Forum régional sur les PLPDMA.
- 27 mars 2025 : Réunion technique sur données.
- 15 mai 2025 : COTECH n°1.
- 27 mai 2025 : COPIL n°1.
- 10 juin 2025 : COPIL n°2.
- 13 juin 2025 : Réunion technique sur « fiches actions ».
- 9 septembre 2025 : Réunion technique sur « fiches actions ».
- 24 octobre 2025 : CCES.
- 25 octobre 2025 / 17 novembre 2025 : Consultation publique (aucune contribution en lien avec le PLPDMA).

Le Président informe le Conseil que cette longue procédure doit se terminer par une délibération du Conseil communautaire approuvant le document en annexe.

Ce programme s'articule autour, outre le cadre général rappelant le contexte, les obligations ou les principes de son élaboration, d'un diagnostic du territoire, d'une stratégie et d'un plan d'action.

06 JAN. 2026

Il est rappelé que ce programme concerne la prévention et non la collecte des déchets selon le principe que le meilleur déchet est celui qui n'existe pas.

Les axes et actions retenus sont les suivants :

AXE 1 : REDUIRE LES BIODÉCHETS

- Action 1 : Animation et suivi du compostage
- Action 2 : Lutte contre le gaspillage alimentaire

AXE 2 : ÊTRE ECOEXEMPLAIRE

- Action 1 : Eco-exemplarité du service public
- Action 2 : Eco-exemplarité des associations
- Action 3 : Programme pédagogique

AXE 3 : PROMOUVOIR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Action 1 : Étude création d'une ressourcerie
- Action 2 : Encourager le réemploi
- Action 3 : Consommation responsable

AXE 4 : UTILISER DES OUTILS ÉCONOMIQUES COMME LEVIER DE RÉDUCTION DES DÉCHETS

- Action 1 : Sensibilisation / Verbalisation des incivismes
- Action 2 : Redevance spéciale
- Action 3 : Sensibilisation à la tarification incitative

AXE 5 : RENFORCER LA COMMUNICATION ET LA SENSIBILISATION

- Action 1 : Intervention fêtes locales et communication

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, les statuts de la Communauté de Communes,

Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Nombre de suffrages exprimés : 28

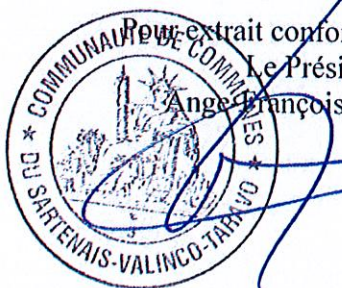
Nombre de vote pour : 28

Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2026-2031 joint en annexe.

Article 2 : d'autoriser le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de ce programme.



06 JAN. 2026

SOMMAIRE

1. Cadre général.....	3
1.1 Le contexte	3
1.2 La prévention des déchets	3
1.3 Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés	4
1.4 Le cadre réglementaire	5
1.5 L'élaboration du PLPDMA	6
1.5.1 Gouvernance et pilotage	6
1.5.2 Etapes de mise en œuvre	8
2. Diagnostic du territoire	9
2.1 La collectivité	9
2.2 Diagnostic socio-économique	10
2.2.1 Population	10
2.2.2 Structure d'âge, structure des ménages, part d'actifs	10
2.2.3 Habitat et logements	11
2.2.4 Tissue économique	11
2.2.5 Tissue administratif et social	12
2.3 Diagnostic déchets	12
2.3.1 Organisation de la gestion des déchets	12
2.3.2 Production des Déchets Ménagers et assimilés	14
2.3.3 Actions en faveur de la prévention des déchets déjà engagées sur le territoire	17
2.4 Bilan du diagnostic du territoire, matrice Atouts / Faiblesses / Opportunités / Menaces	18
3. Stratégie et plan d'action du PLPDMA	19
3.1 Stratégie et objectifs	19
3.2 Axes et actions stratégiques	20
3.3 La planification des actions de communication	21
3.4 Moyens humains à mobiliser pour atteindre les objectifs	23
3.5 Investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs du PLPDMA	24
3.6 Les fiches action	24

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20251212-2025-80-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet - 23/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

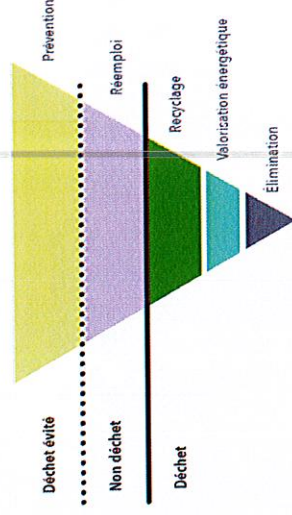
2026 - 2031



1. Cadre général

1.1 Le contexte

Depuis les années 2000, la **prévention des déchets** est au centre des attentions des instances européennes et françaises, comme le traduit la hiérarchie des modes de gestion des déchets de la directive 2008/98/CE, établissant un ordre de priorité applicable à la législation et aux politiques permettant de préserver nos ressources.



Conscient de son devoir d'exemplarité en tant qu'acteur public, la **Communauté de Communes du Sarténais Valinco Taravo** s'investit depuis plusieurs années dans des actions **visant à limiter la production de déchets**.

Cet engagement se concrétise aujourd'hui par la mise en œuvre de son **Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés** (PLPDMA), véritable document de planification territorial.

En tant que document réglementaire de planification, le **PLPDMA est permanent, modifiable ou révisable**. Pour assurer son efficacité continue, celui-ci fait l'objet d'un **bilan annuel**, permettant d'évaluer les progrès réalisés et d'identifier d'éventuels ajustements nécessaires. De plus, il est **réévalué au moins tous les six ans**, afin de s'assurer de sa pertinence et de son adéquation avec les objectifs de réduction des déchets et de promotion de l'économie circulaire.

L'année de référence pour le PLPDMA est 2024. Le PLPDMA de la Communauté de Communes du Sarténais Valinco Taravo sera déployé en 2026 pour 6 ans.

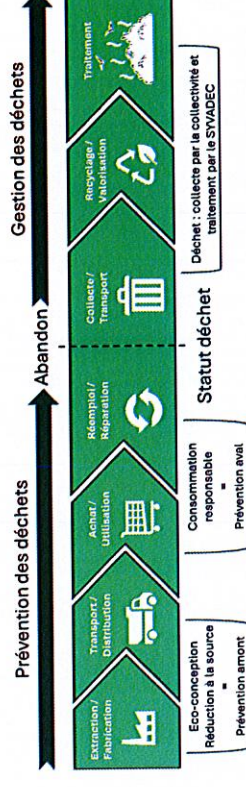
1.2 La prévention des déchets

La prévention des déchets est définie selon le code de l'environnement comme étant « **toutes mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet**, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

- la quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits ;
- les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine ;
- la teneur en substances nocives pour l'environnement et la santé humaine dans les substances, matières ou produits. »

Ainsi, la prévention de la production des déchets vise à **réduire les impacts environnementaux** liés aux étapes de production, transformation, transport et d'utilisation des matières et produits qui génèrent des déchets.

Il est possible de distinguer la prévention « amont » des déchets, obtenue par les mesures prises par les fabricants et les distributeurs avant qu'un produit ne soit mis sur le marché, et la **prévention « aval »**, cible du présent PLPDMA, portant sur les mesures prises par le consommateur final ou les collectivités territoriales pour réduire les déchets.



La prévention, c'est donc agir avant que le déchet ne soit produit, en modifiant nos modes de vie et de consommation.

1.3 Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés

Un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés est un **document de planification territorial obligatoire** depuis le 1er janvier 2012. Il est réglementé par le décret n° 2015-662 du 10 juin 2015, qui en précise le contenu et les modalités d'élaboration.

Ce décret indique que les collectivités territoriales responsables de la collecte des déchets ménagers et assimilés doivent définir un programme local de prévention, **indiquant les objectifs de réduction des quantités de déchets et les mesures mises en place pour les atteindre**.

Le PLPDMA concerne l'ensemble des **Déchets Ménagers et Assimilés** (DMA) : c'est-à-dire tous les déchets collectés dans le périmètre du service public.



Un PLPDMA constitue une **procédure d'amélioration continue** au service de la prévention des déchets qui est « permanent, modifiable et révisable » conformément au schéma ci-après :

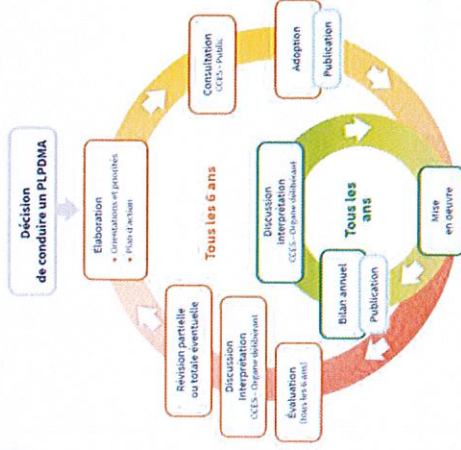
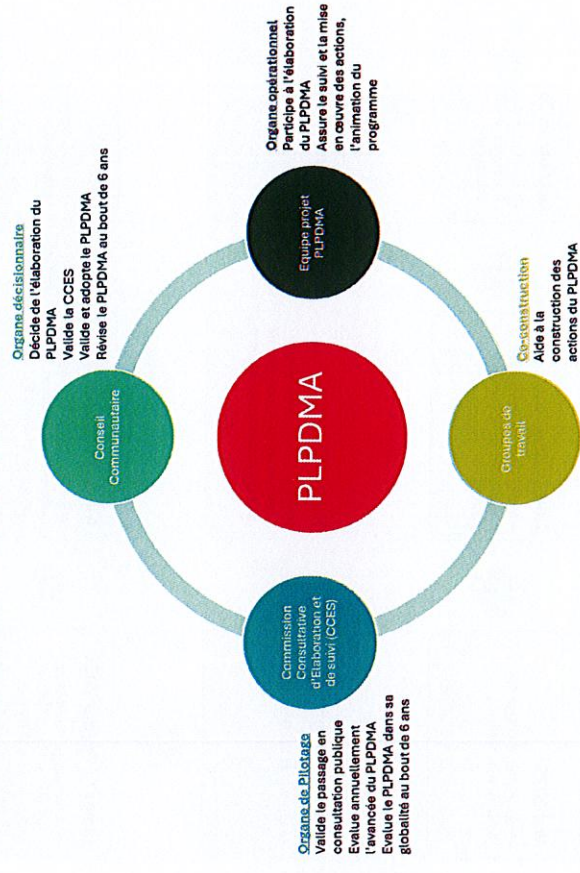
- En parallèle, le **Programme National de Prévention des Déchets** (PNPD) établit les orientations et les objectifs stratégiques au niveau national au sujet de la prévention.
- Au niveau local :
 - o le **Plan Territorial de Prévention et de Gestion des Déchets** (PTPGD), élaboré par la **Collectivité de Corse** vise à adapter les objectifs nationaux aux spécificités insulaires, en tenant compte des contraintes géographiques et démographiques particulières de l'île.
 - o Le **Programme Local de Prévention et de Valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés** (PLPVDMA), élaboré par le **SYVADEC**, déclinant les objectifs nationaux en 8 axes et 25 actions visant à réduire à la source la production de DMA de l'île et à améliorer leur valorisation.
- L'ensemble se décline au niveau du territoire par la définition et la mise en œuvre du **PLPDMA de la Communauté de Communes du Sartenaïs Valinco Taravo**.

1.5 L'élaboration du PLPDMA

1.5.1 Gouvernance et pilotage

Conformément à la réglementation, la Communauté de Communes du Sartenaïs Valinco Taravo a choisi en 2025 d'élaborer son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Quatre instances ont été désignées pour assurer la gouvernance et le pilotage du PLPDMA.



Source : ADEME

1.4 Le cadre réglementaire

- Au niveau national, plusieurs lois successives encadrent la prévention des déchets. :
- La prévention des déchets a été introduite dans la loi française dès 1975. Elle a connu un élan important à partir de février 2004 avec un premier **Plan national de prévention de la production de déchets**.
- Les **lois Grenelle 1 et 2 de 2009 et 2010** rendent obligatoires pour chaque collectivité en charge des déchets l'instauration d'un plan de prévention des déchets.
- La **Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte** (LTECV) du 17 août 2015 renforce certains objectifs pris par les lois Grenelle, en fixant un **objectif national de réduction de 10% des déchets ménagers et assimilés** (DMA) par habitant. Ainsi, l'objectif de réduction ne porte plus seulement sur les ordures ménagères et assimilés (OMA) mais sur la totalité des déchets gérés sur le territoire du syndicat.
- Publiée en 2018, la **Feuille de Route pour l'Économie Circulaire** (FREC) décline de manière opérationnelle la transition à opérer pour passer du modèle économique actuel « fabriquer, consommer, jeter » à un modèle circulaire. La FREC fixe 50 mesures visant à repenser le cycle de vie des produits, de leur écoconception à la gestion des déchets, en passant par leur consommation en limitant les gaspillages.
- Ces mesures sont renforcées par la **Loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire** (AGEC), votée en février 2020, qui fait de la prévention et de la gestion des déchets un enjeu primordial. Cette loi entend ainsi accélérer le changement de modèle de production et de consommation afin de limiter les déchets et préserver les ressources naturelles, la biodiversité et le climat. Elle fixe un **objectif national de réduction des DMA par habitant de 15% entre 2010 et 2030**.

→ Le Conseil Communautaire valide et adopte le présent PLPDMA et le révise au bout de 6 ans.

→ Une équipe projet en charge du PLPDMA a été constituée. Elle a suivi le projet d'élaboration du PLPDMA tout au long de sa construction et se charge maintenant du pilotage stratégique et de l'animation du PLPDMA.

→ Deux groupes de travail ont été réalisés lors de l'élaboration du PLPDMA :

- 10/06/2025 : co-construction des futures actions en lien avec les axes stratégiques définis ;
- 13/06/2025 : définition des objectifs à atteindre et des indicateurs de suivi.

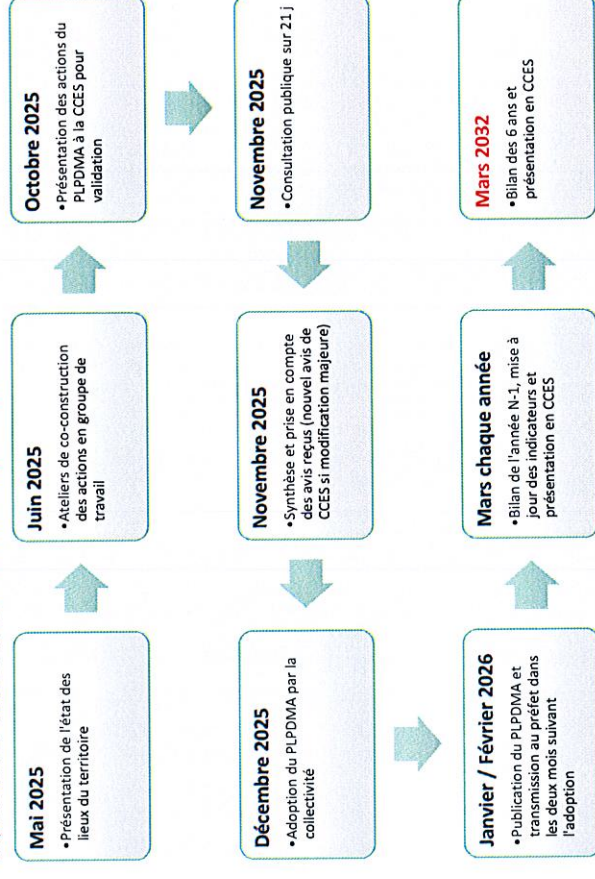
→ Une Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi a été constituée par délibération n°2025-57 du 30 juin 2025. Elle a la charge de donner son avis sur la construction et le suivi du PLPDMA. Elle se compose des collèges suivants :

- Un représentant du SYVADEC
- Un représentant de l'ADEME
- Un représentant de l'OEC
- Un représentant de l'Office du Tourisme Intercommunale
- Un représentant de chacune des associations représentatives des commerçants
- Un représentant de l'association ATTRAZI DI CORSICA
- Un représentant de l'association d'insertion VLD
- Un représentant de l'IEN
- Un représentant du Lycée de Sartène
- Un représentant du Lycée Agricole
- Un représentant du collège de Propriano
- Un représentant pour les clubs de sports dont le nombre de licenciés dépasse les 150 licenciés
- Un représentant pour chacune des foires de Filitosa, Granace et Baracci



1.5.2 Etapes de mise en œuvre

Le présent PLPDMA se déroule selon les étapes suivantes :



2. Diagnostic du territoire

2.1 La collectivité

La Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo a été créée le 17 novembre 2005.

Actuellement, la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo regroupe 18 communes et s'étend sur 525,7 km² : Arbellara, Argiusta-Moriccio, Belvédère-Campomoro, Bilia, Casalabriva, Foce, Fozzano, Giuncheto, Granace, Grossa, Moca-Croce, Olmeto, Petreto-Bicchisano, Propriano, Sartène, Sollacaro, Santa-Maria-Figaniella et Viggianello.

La Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo est classée en typologie d'habitat « touristique » selon le SYVADEC.

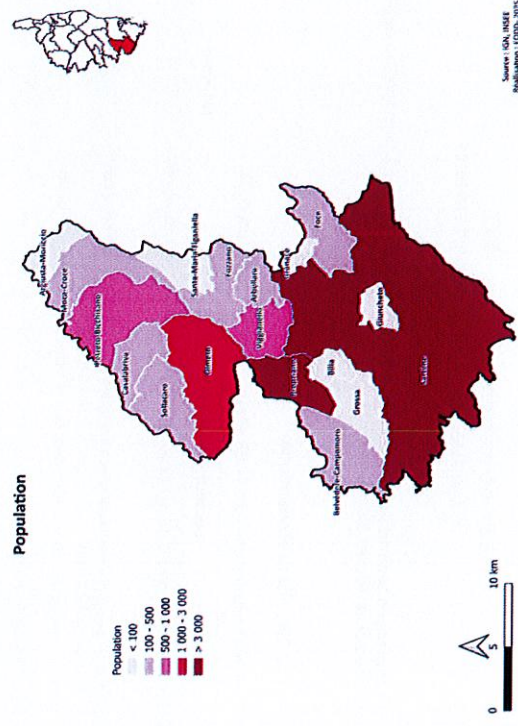


Illustration 1 : Répartition de la population au droit de la COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO - Source : EODD

Les compétences de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo sont les suivantes :

- Collecte et élimination des déchets des ménages et des déchets assimilés, la compétence traitement est transférée au SYVADEC
- Gestion du service public d'assainissement
- Gestion du service public de distribution d'eau potable
- Accueil et promotion touristique
- Opération de revitalisation territoriale

Les compétences prévention et communication relèvent de la collectivité et peuvent être complétées par des actions du SYVADEC.

Le Service Public de Gestion des Déchets est financé principalement par la TEOM (Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères). Une Redevance Spéciale (RS) est mise en place pour les professionnels.

2.2 Diagnostic socio-économique

2.2.1 Population

La population du territoire s'élève à **11 991 habitants** (source INSEE, année de recensement 2021, population en vigueur au 1^{er} janvier 2024). Le territoire représente 3,5% de la population de la Corse (347 597 habitants) : plus de 60% de la population du territoire est concentrée sur deux communes, Propriano (31,20%) et Sartène (29,77%).

Depuis 2010, la **population du territoire a augmenté de 12,6%**.

La densité de population est de **22,8 habitants au km²** en dessous des données régionales et nationales (40 hab./km² en Corse et 106,5 hab./km² pour le territoire national). On note une faible densité de population ainsi qu'une grande disparité de la densité au sein des communes du territoire.

2.2.2 Structure d'âge, structure des ménages, part d'actifs

La répartition de la population par tranche d'âge sur le territoire, et en comparaison des données départementales et nationales, est la suivante :

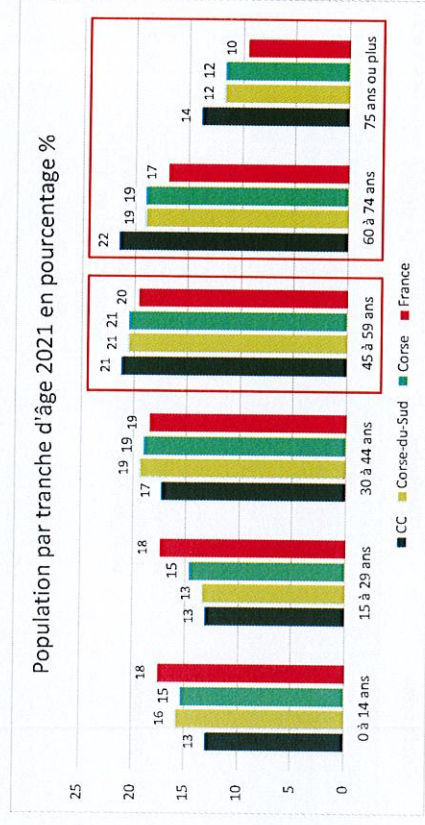


Illustration 2 : Répartition de la population par tranche d'âge et comparaisons – Source : INSEE

La **politique de prévention doit s'adresser à l'ensemble de la population d'un territoire**. Il convient cependant de noter que les personnes de **plus de 45 ans représentent plus de 55 %** de cette population.

La Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo affiche une moyenne de personnes par ménage légèrement inférieure à la moyenne nationale (2,2), soit **2,1 personne/foyer**.
Si 59% des ménages sont des familles, dont **32% avec des enfants**, 38 % des ménages sont des femmes ou des hommes seul(e)s.

Les habitants sont en majorité des actifs (**74% de la population**) ayant un emploi (88% des actifs).

2.2.3 Habitat et logements

Sur le territoire, l'INSEE recense 5 837 maisons et 5 562 appartements en 2021.



Le taux de résidences secondaires (44%) est plus de 4,5 fois supérieur à la moyenne nationale (10%). Il est assez élevé pour toutes les communes.

2.2.4 Tissu économique

Selon l'INSEE, le territoire compte 1 689 établissements actifs en 2021.

Secteur d'activité	Nombre	%
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	559	33,1
Construction	302	17,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	291	17,2
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	158	9,4
Autres activités de services	128	7,6
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	101	6
Activités immobilières	86	5,1
Activités financières et d'assurance	45	2,7
Information et communication	19	1,1

Tableau 1 : Répartition des établissements actifs - Source : INSEE

En complément, la base SIRENE enregistre **280 établissements agricoles** sur le territoire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo.

Le territoire a une vocation touristique, la capacité d'accueil y est élevée. **La moitié des communes dispose d'hébergements touristiques.**

2.2.5 Tissu administratif et social

Le territoire dispose d'un tissu administratif et social développé.

Catégories	Territoire	Implication dans le cadre du PLPDMA	Source 2025
Mairies	18 mairies	Démonstrateurs pour la réduction des déchets	-
Enseignement	Ecoles maternelles (2), Ecoles primaires (9), collèges (3), Lycées (2)	Ensemble des établissements intégrés au programme pédagogique du SYVADEC qui vise à sensibiliser les enfants à la prévention et gestion des déchets	SIRENE
Structure d'accompagnement pour adulte	Réseau de structure d'information, d'orientation et d'accompagnement des publics, notamment CCAS	Potentiels relais du territoire pour la prévention	FINSS
Santé et accueil des personnes âgées	1 centre hospitalier, 1 EHPAD et des services d'accueil et de santé	Cibles pour la réduction des déchets	FINSS
Réseau associatif	Associations culturelles, sportives, loisirs, vie sociale, environnementales	Relais et cibles pour la réduction des déchets	Intercommunalité




Tableau 2 : Tissu administratif et social du territoire – Source : EODD

2.3 Diagnostic déchets

2.3.1 Organisation de la gestion des déchets

Sur le territoire, l'organisation de la gestion des déchets dépend des flux collectés.

Collecte - Intercommunalité	Traitement - Syvadec
Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) 	Enfouissement ISDND Viggianello
Emballages 	Valorisation matière PAPREC Lansargues
Papiers 	Valorisation matière Papers Catalunya, Papresa, Industria Cellulosa Aragonesa, via PAPREC
Verre 	Valorisation matière OI Glasspack à Béziers
Cartons 	Valorisation matière SMURFIT KAPPA à Avignon
Biodéchets 	Compostage : 1 site de compostage partagé 2 226 composteurs individuels STLP Cargèse
Encombrants 	Valorisation matière et enfouissement

Collecte - Intercommunalité	Traitement - Syvadec
Textiles 	Collecte en bornes textiles Valorisation matière
Autres déchets 	Recycleries du SYVADEC Valorisation matière et énergétique
Espace de gratuité 	Recyclerie Viggianello Réemploi et valorisation matière

2.3.2 Production des Déchets Ménagers et assimilés

2.3.2.1 Tonnages globaux

Les tonnages globaux de la collectivité en 2010 et leur évolution sur les dernières années sont présentés dans le tableau suivant :

Flux/tonnage (t) par an	2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Evolution 2010/2024 en %
Blo Déchets		22	6	-				-
Emballages	170	167	157	237	265	295	285	68%
Papier	56	72	46	36	25	12	20	-64%
Verre	304	632	547	709	712	643	578	90%
Biodéchets compostés par l'habitant		115	138	190	220	238	249	-
OM	6 389	6 093	5 535	5 909	6 021	5 780	5 816	-9%
Tout Venant	1 048	628	540	579	153	108	134	-87%
Textiles		24	35	42	44	45	52	117%
ABJ - Machines et Appareils Motorisés Thermiques						1	2	-
ASL - Articles de Sport et de Loisirs						1	3	-
Bois								

Flux (tonnage t) par an		2010	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Évolution 2010/2024 en %
Carton CS			196	226	199	211	181	144	
Carton Rec		7	56	35	69	64	41	37	461%
DDS			2	1	7	6	6	9	
DEEE		184	217	169	182	179	163	184	0%
Huiles Minérales				-	2	2	3	1	-
Huiles Végétales					-	1	1		-
Métaux		301	395	371	420	299	229	212	-30%
Meuble			315	360	381	368	319	357	
Petits Objets de la Maison et du Jardin								1	-
PMCB - Placoplatre								17	-
Pneus			1	21	19	22	13	17	
TV Valorisé			548	458	568	539	382	340	
Végétaux		377	438	325	511	374	145	71	-81%
Total DMA hors gravats et biodéchets compostés		8 835	9 806	8 832	9 870	9 285	8 368	8 280	-6%

Tableau 3 : Tonnages par flux et évolution de 2010 à 2024 : – Source : ODEM CORSICA

Ainsi, en prenant en compte la population, l'évolution des ratios en kg/hab. est présentée ci-dessous.

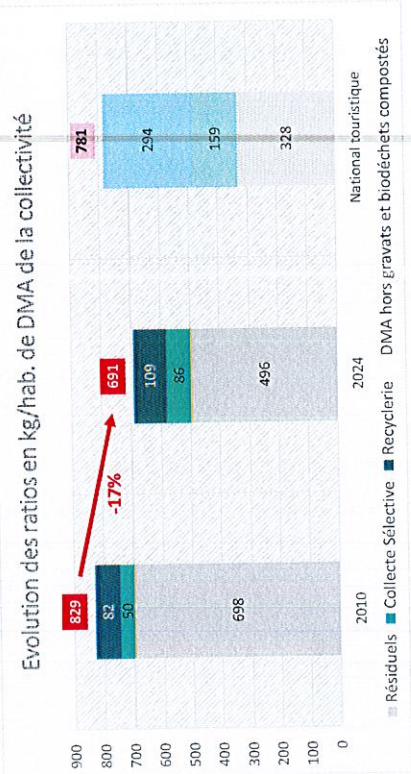


Illustration 3 : Evolution des ratios de 2010 à 2024 – Source ODEM CORSICA

Depuis 2010, la production de Déchets Ménagers et Assimilés a **diminué de 17% sur le territoire**.

2.3.2.2 Composition des ordures ménagères résiduelles

La composition de la poubelle d'ordures ménagères se base sur les caractérisations réalisées en 2024 par le SYVADEC.

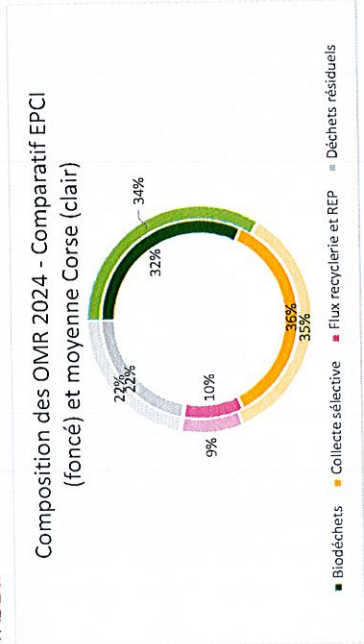


Illustration 4 : Résultats de caractérisation 2024 – Source : SYVADEC

Dans le cadre du PLPDMA, l'objectif est de réduire la quantité d'ordures ménagères résiduelles et en particulier, leur part valorisable.

2.3.2.3 Evaluation des gisements prioritaires

En tenant compte de la production de déchets en 2024 et des résultats des caractérisations OM et emballages, les flux réellement produits par les habitants de la Communauté de Communes du Sartonais Valinco Taravo sont répartis dans les proportions suivantes par ordre d'importance :

Flux	Production 2024 (t) DMA hors gravats	Production (kg/hab.) 2024 DMA hors gravats	Part de la production de DMA (%)
Biodéchets	2 103	175	25%
Recyclerie	1 609	134	19%
Emballages	1 595	133	19%
OM	1 352	113	16%
Verre	1 059	88	12%
Textiles	324	27	4%
Papier	247	21	3%
Cartons	240	20	3%
Total	8 529	711*	100%

Tableau 4 : Production réelle de DMA par flux en 2024 intégrant les résultats des caractérisations – Source : SYVADEC

*Production de DMA intégrant les biodéchets compostés

2.3.3 Actions en faveur de la prévention des déchets déjà engagées sur le territoire

La Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo mène une politique active de réduction des déchets, dont certaines menées avec le SYVADEC.

- Plusieurs actions de prévention et de sensibilisation ont déjà été mises en œuvre :
- Une étude d'optimisation sur les déchets a été réalisée.
- Des panneaux ont également été réalisés pour indiquer le flux en cours de collecte.



Modèle de dépliant



Modèle d'affiche

Illustration 5 : Modèles de supports de communication de la CCSVT

2.4 Bilan du diagnostic du territoire, matrice Atouts / Faiblesses / Opportunités / Menaces

Atouts	Faiblesses
<p>Socio-économique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une population avec enfants plus sensible à l'environnement (32%) • Une population active importante (74% de la population dans la tranche 15-64 ans) • Une population plutôt stable (ancrément dans le logement de plus de 10 ans pour 53% des ménages) <p>Gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Objectif réglementaire des biodéchets non atteint (41% de compostage) • Baisse de 29% du ratio de production des résiduels <p>Actions et démarches engagées</p> <ul style="list-style-type: none"> • A l'échelle du SYVADEC, de nombreuses actions pour la prévention et la communication sont menées • Un Programme Local de Prévention et de Valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés du SYVADEC • Une enquête interne via le baromètre « Les Corsees et l'environnement » mettant en lumière les comportements des usagers vis-à-vis de questions environnementales, dont le tri et la réduction des déchets • Des actions ciblées et déjà menées par l'intercommunalité <p>Acteurs et partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une présence régulière du SYVADEC sur les réseaux sociaux permettant de toucher un public plus jeune, avec une communication variée • De la communication effectuée par la collectivité • Des acteurs présents sur le territoire 	<p>Socio-économique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une population vieillissante majoritaire (35% de la population a plus de 60 ans) • Quelques disparités au niveau de la typologie de population, de l'habitat et du revenu sur le territoire • Beaucoup de résidences secondaires (44%), plus difficiles à intégrer à des actions de prévention pérenne <p>Gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plusieurs objectifs réglementaires ne sont pas atteints, notamment sur les biodéchets, le réemploi, la valorisation matière, l'objectif de baisse de DMA et la réduction du stockage. • Une production de DMA et d'OM importante <p>Moyens humains disponibles pour la prévention</p> <ul style="list-style-type: none"> • Peu de moyens humains à disposition pour animer et faire le suivi du PLP <p>Actions et démarches engagées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une communication de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo plutôt axée sur l'information <p>Acteurs et partenaires</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réseau d'acteurs et partenaires œuvrant pour la prévention des déchets peu développé
Opportunités	Menaces
<p>Contexte général</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une dynamique lancée via diverses études/plans réalisés récemment (étude TI, plan biodéchets, PLPDMA, ...) • Une inflation importante et une baisse du pouvoir d'achat (préoccupation première de la population) qui favorise le réemploi et la déconsommation <p>Gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une réglementation nationale qui favorise la prévention (loi AGEC, décrets et arrêtés d'application à venir) • Sur le flux OMR, 32% peuvent être détournés par du compostage • Des débouchés pour les objets issus de réemploi et de la réparation 	<p>Contexte général et socio-économique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un territoire touristique avec donc une population saisonnière qui doit faire l'objet d'une communication renforcée <p>Coûts de gestion des déchets</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des coûts de la gestion des déchets en constante augmentation • Peu d'implication des professionnels dans la gestion des déchets

3. Stratégie et plan d'action du PLPDMA

3.1 Stratégie et objectifs

L'état des lieux a permis d'évaluer les évolutions des différents déchets collectés par la collectivité depuis 2010 et d'identifier, les flux prioritaires et les axes stratégiques d'une politique volontariste de prévention des déchets collectés.

Cette politique s'inscrit pleinement dans le cadre réglementaire d'objectifs nationaux de baisse par rapport aux années de référence 2010.

Il s'agit donc maintenant de décliner quantitativement des objectifs réalistes pour le PLPDMA à horizon 2031, et de mettre en place des actions qui visent à les atteindre, voire à les dépasser grâce à une bonne compréhension et une adhésion des acteurs partenaires et du grand public.

Le graphique ci-dessous présente les quantités de DMA à réduire pour atteindre les objectifs réglementaires et les objectifs fixés par la collectivité.

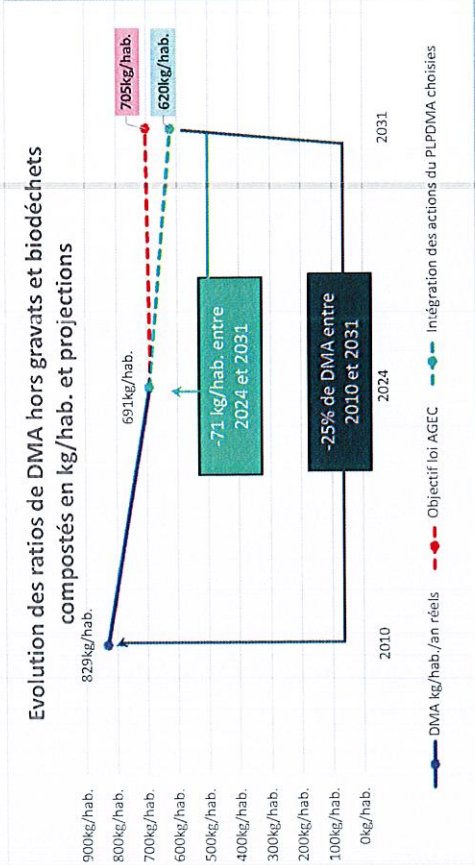


Illustration 6 : Objectifs de réduction des DMA et conformité réglementaire – Source : EODD

Dans le cadre de l'élaboration de son PLPDMA, la collectivité a identifié des axes et des actions stratégiques destinés à atteindre les objectifs fixés.

3.2 Axes et actions stratégiques

Les axes et actions suivants, retenus dans le cadre du PLPDMA 2026 – 2031 de la collectivité, permettent d'observer la déclinaison des objectifs chiffrés précédemment.

LES AXES ET ACTIONS DU PLPDMA

	Objectif de réduction g/hab. en 2031	Proportion par rapport à l'objectif total de réduction
Axe 1 : Réduire les biodéchets		
• Action 1.1 – Animation et suivi du compostage	11,4 kg/hab.	16,1%
• Action 1.2 – Lutte contre le gaspillage alimentaire	1,1 kg/hab.	1,5%
	-12,5 kg/hab.	17,6%
Axe 2 : Être éco-exemplaire		
• Action 2.1 – Eco-exemplarité du service public	1,3 kg/hab.	1,8%
• Action 2.2 – Eco-exemplarité des associations	0,1 kg/hab.	0,1%
• Action 2.3 – Programme pédagogique	0 kg/hab	0%
	-1,4 kg/hab.	1,9%
Axe 3 : Promouvoir l'économie circulaire		
• Action 3.1 – Etude création d'une ressourcerie	0 kg/hab.	
• Action 3.2 – Encourager le réemploi	1,6 kg/hab.	2,2%
• Action 3.3 – Consommation responsable	0 kg/hab.	
	-1,6 kg/hab.	2,2%
Axe 4 : Utiliser des outils économiques comme levier de réduction des déchets		
• Action 4.1 – Sensibilisation et verbalisation des incivismes	1,6 kg/hab.	2,2%
• Action 4.2 – Redevance spéciale	10,4 kg/hab.	14,6%
• Action 4.3 – Mise en place de la tarification incitative	42 kg/hab.	58,5%
	-53 kg/hab.	75,3%
Axe 5 : Renforcer la communication et la sensibilisation		
• Action 5.1 – Intervention dans les fêtes locales et communication	2,1 kg/hab.	2,9%
	-2,1 kg/hab.	2,9%
Objectif total de réduction des DMA en kg/hab. : - 71 kg/hab. en 2031		

3.3 La planification des actions de communication

Le planning ci-après reprend les grandes étapes des actions de communication à mener sur les 6 prochaines années.

Années	Tâches / trimestres											
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
2026												
2027												
2028												
2029												
2030												
2031												
Réduire les biodéchets												
Animation et suivi de compostage												
Communication : 4 campagnes par an avec post et événement presse												
Lutte gaspillage alimentaire												
Communication : 1 par an avec guide, post, recette anti-gaspi												
Communication : 1 par an avec gourmet bag, eau du robinet												
Promouvoir l'économie circulaire												
Encourager le réemploi												
Communication : 2 campagnes réseaux par an, affichage recyclerie												
Consommation responsable												
Communication : 4 campagnes par an avec post et événement presse												

PLPDMA – Communauté de Communes du Sartenaïs Vallinco Taravo

Années	Tâches / trimestres											
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
2026												
2027												
2028												
2029												
2030												
2031												
Utiliser des outils économiques incitatifs												
Sensibilisation / Verbalisation des incivismes												
Communication : 1 campagne par an réseaux												
Redevance spéciale												
Communication : 1 campagne par an réseaux												
Sensibilisation à la tarification incitative												
Communication : envoi d'informations sur la mise en oeuvre, réunions publiques, campagnes réseaux, factures à blancs												
Renforcer la communication / sensibilisation												
Intervention fêtes locales et communication												
Communication : 4 campagnes annuelle sur le PLPDMA												

PLPDMA – Communauté de Communes du Sartenaïs Vallinco Taravo

3.4 Moyens humains à mobiliser pour atteindre les objectifs

Les moyens humains nécessaires à mobiliser dans le cadre du PLPDMA fixé pour atteindre les objectifs, déclinés par an, sont présentés dans le tableau ci-dessous.

A noter qu'il s'agit de moyens internes de la collectivité, excepté pour la brigade verte.

Axes	Actions	ETP 2026	ETP 2027	ETP 2028	ETP 2029	ETP 2030	ETP 2031	Moyens humains 2026-2031
Réduire les biodéchets	Animation et suivi de compostage	0,29	0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	1,5
	Lutte contre le gaspillage alimentaire	0,40	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12	1,0
Être Eco exemplaire	Eco-exemplarité du service public	0,19	0,35	0,03	0,03	0,03	0,03	0,7
	Eco-exemplarité des associations			0,12	0,08	0,08	0,08	0,4
	Programme pédagogique							
Promouvoir l'économie circulaire	Création d'une ressource			0,09				0,1
	Encourager le réemploi	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,4
	Consommation responsable	0,05	0,02	0,05	0,02	0,02	0,02	0,2
Utiliser des outils économiques incitatifs	Sensibilisation et verbalisation des incivismes	1,29	1,22	1,22	1,22	1,22	1,22	7,4
	Redevance spéciale		0,24	0,24	0,24	0,24	0,24	1,2
	Mise en place de la tarification incitative			0,16	0,08	0,06	0,06	0,4
Renforcer la communication	Intervention dans les fêtes locales et communication	0,08	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,3
	Total	2,4	2,3	2,4	2,2	2,1	2,1	13,5

Tableau 5 : Bilan des ETP à mobiliser pour le PLPDMA par an

3.5 Investissements nécessaires à l'atteinte des objectifs du PLPDMA

Les investissements nécessaires à mobiliser dans le cadre du PLPDMA fixé pour atteindre les objectifs, déclinés par action, sont présentés dans le tableau ci-après.

Axes	Actions	Investissements 2026 - 2031 €HT
Réduire les biodéchets	Animation et suivi de compostage	2 500 €HT
	Lutte contre le gaspillage alimentaire	14 853 €HT
Être Eco exemplaire	Eco-exemplarité du service public	1 225 €HT
	Eco-exemplarité des associations	
	Programme pédagogique	
Promouvoir l'économie circulaire	Création d'une ressource	20 000 €HT
	Encourager le réemploi	
	Consommation responsable	
Utiliser des outils économiques incitatifs	Sensibilisation et verbalisation des incivismes	27 000 €HT
	Redevance spéciale	100 €HT
	Mise en place de la tarification incitative	4 900 000 €HT
Renforcer la communication	Intervention dans les fêtes locales et communication	4 250 €HT
	Total	4 969 928 €HT

Tableau 6 : Bilan des investissements à mobiliser dans le cadre du PLPDMA

3.6 Les fiches action

Pour chaque action, une fiche action détaillée a été réalisée. Elles permettent de décrire avec précision les actions à réaliser, les moyens à mobiliser et les résultats attendus

Axe 1

Réduire les biodéchets

AXE 1 - Réduire les biodéchets

FICHE ACTION 1

Action 1.1: Animation et suivi du compostage



Performance de l'action

- Niveau 1 : Une action centrée sur la communication
Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles
Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication

Enjeux et objectifs

- Détourner les biodéchets des OMR et les valoriser sous forme de compost
- Réduire les impacts environnementaux liés à la collecte et au traitement
- Créer une dynamique de territoire, inciter et former les usagers au compostage

Publics ciblés

Particuliers

Flux de déchets principalement ciblés

Biodéchets, OMR et déchets verts

Plan d'action

Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Composteurs partagés			
• Suivi via application du SYVADEC des sites de compostage partagé	2026-2031	• 100% des suivis saisis sur application et 1 rapport par an par site	• Nombre de rapports annuels par site de compostage partagé
• Réunions d'animation sur site de compostage partagé	2026 - 2031	• 2 réunions par an	• Nbre de réunions par an et nbre de personnes présentes aux réunions

AXE 1 - Réduire les biodéchets

Composteurs individuels			
Distribution de composteurs individuels	2026	30 composteurs à distribuer	Nbre de composteurs distribués
Questionnaire en ligne et appels téléphoniques pour vérifier l'utilisation des composteurs individuels	2026 - 2031	200 réponses par enquête réalisée tous les ans au quatrième trimestre	Nombre de répondants Taux d'utilisation des composteurs
Composteurs individuels et partagés : animation du plan compostage			
Animations : Stands sur des fêtes locales	2026 - 2031	2 animations par an	Nbre de manifestations et nbre de personnes ayant reçu un guide
Communication : relations presse, post sur les réseaux sociaux, FAQ actualisée sur le compostage sur le site internet	2026 - 2031	1 événement presse par an 4 posts sur les réseaux par an 1 FAQ actualisée 1 guide (actualisation SYVADEC)	Nbre de publications, nbre de vues, nbre de téléchargements, Nbre de guides distribués
Formation des agents communaux et intercommunaux	2026-2031	1 session tous les 3 ans	Nombre d'agents formés, résultats des questionnaires en fin de session.

Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements sur 6 ans	Pilotage
Communes SYVADEC	0,25 ETP	Guides : 2 500 CH-T	Intercommunalité

Résultats attendus

-11,4 kg/hab.

AXE 1 - Réduire les biodéchets

FICHE ACTION 2		Action 12 : Lutte contre le gaspillage alimentaire	
Performance de l'action		<p>Niveau 1 : Une action centrée sur la communication</p> <p>Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrain ponctuelles</p> <p>Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication</p>	
Enjeux et objectifs		<p>Réduire les quantités de produits alimentaires jetés</p> <p>Sensibiliser tous les publics aux enjeux et encourager les bons réflexes de consommation</p> <p>Accompagner les professionnels de la restauration et les collectivités dans la mise en place de solutions concrètes de réduction du gaspillage</p> <p>Respecter la réglementation et contribuer aux objectifs nationaux et européens de réduction de 50 % du gaspillage alimentaire d'ici 2030</p> <p>Publics ciblés</p> <p>Particuliers, restauration commerciale, commerces</p>	
Flux de déchets principalement ciblés		OMR, déchets alimentaires	
Sous-action et étapes clés		Calendrier	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Particuliers		2026-2031	<ul style="list-style-type: none"> 1 campagne par an 1 guide des bonnes pratiques digital 3 événements locaux par an
Plan d'action		<p>Campagne de communication (thème gourmet bag, recette antigaspi, too good, to go)</p>	
			<ul style="list-style-type: none"> Nombre de posts et nombre de vues Nombre de guides diffusés dans les événements locaux Nombre d'articles

AXE 1 - Réduire les biodéchets

Producteurs non ménagers

- Mobiliser les professionnels :
 - Elaboration et signature d'une charte anti-gaspi
 - Diagnostic et campagne de pesée des établissements volontaires
 - Accompagnement personnalisé
- Valoriser les bonnes pratiques culinaires : publication d'une recette anti-gaspi réalisée par un restaurateur local
- Déployer le dispositif « gourmet bag » :
 - Création d'un macaron officiel apposé sur les restaurants
 - Proposition systématique de gourmet bag
 - Campagne réseaux
 - Inciter à l'utilisation de too good to go
- Promouvoir l'eau du robinet via les réseaux sociaux

Moyens humains
moyennés
par an

Moyens matériels
et investissements sur 6 ans

Pilotage

- SYVADEC
- Office du tourisme, Restaurateurs, superettes, producteurs
- 0,17 ETP
- Balance de pesée : 150 €HT
Védo : 500 €HT
Macarons : 336 €HT
Dispositifs réduction eau du robinet : 13 867 €HT
- Intercommunalité

Résultats attendus

DMA réduits en 2031

-1,1 kg/hab.

AXE 1 - Réduire les biodéchets

Le planning ci-après reprend les grandes étapes des tâches à mener pour l'axe 1 sur les 6 prochaines années.

Années	2026		2027		2028		2029		2030		2031	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Tâches / trimestres												
Réduire les biodéchets												
Animation et suivi de compostage												
Suivi via application du SYVADEC des sites de compostage partagé												
Réunion d'animation site de compostage partagé : 2/an												
Installation de composteurs partagés												
Distribution de composteurs individuels												
Questionnaire en ligne et appels téléphoniques												
Animation de stands sur foires locales : 2/an												
Formation des agents communaux												
Communication : 4 campagnes par an avec post et événement presse												
Lutte gaspillage alimentaire												
Participation à 3 événements locaux par an												
Charte anti-gaspi pour les pros												
Diagnostic et campagne de pesées dans 28 établissements / an												
Création d'un macaron gourmet bag et diffusion												
Communication : 1 par an avec guide, post, recette anti-gaspi												
Communication : 1 par an avec gourmet bag, eau du robinet												

Axe 2

Être éco-exemplaire

AXE 2 - Être éco-exemplaire

FICHE ACTION 3	
Action 2.1 : Eco exemplarité du service public	

Performance	Performance de l'action				
	Niveau 1 : Une action centrée sur la communication Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication				
Enjeux	Enjeux et objectifs				
	<ul style="list-style-type: none">• Réduire les déchets et adopter des pratiques sobres dans les administrations (papier, plastique, énergie, eau)• Donner l'exemple aux usagers en appliquant les mêmes règles• Mobiliser et former les agents afin qu'ils deviennent acteurs et ambassadeurs de la démarche.				
	Publics ciblés				
	Intercommunalité et communes adhérentes				
Déchets	Flux de déchets principalement ciblés				
	OMR, collecte sélective, recyclerie (DEEE, meubles)				
Plan d' action	Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation	
	<ul style="list-style-type: none">• Diagnostiquer et planifier les pratiques internes :• Réalisation d'un diagnostic des pratiques et d'une pesée par type de déchets pour tous les sites de l'EPCI• Réalisation d'un diagnostic des communes adhérentes pour élargir les bonnes pratiques• Adapter et partager un guide des bonnes pratiques aux sites et communes	2026 interco et 2027 communes	<ul style="list-style-type: none">• 100% des sites et communes audités,• 1 guide pratique diffusé• 1 référent déchets par commune	<ul style="list-style-type: none">• Nombre de sites audités• nombre de guides distribués• liste des référents désignés	


AXE 2 – Être éco-exemplaire

<ul style="list-style-type: none">Réduire les déchets du quotidien au sein des administrationsSuppression de la vaisselle jetable et des bouteilles plastiquesMise à disposition de vaisselle réutilisable pour les réunions et de contenants réemployables pour repas à emporter.Compostage du marc de café et des déchets alimentaires sur chaque siteRéduction des impressions	2026 puis suivi	<ul style="list-style-type: none">100% des sites équipés de solutions réemployables et composteurs.-15% de ramettes de papier	<ul style="list-style-type: none">Nombre de goudes distribuéesArrêt des achats de vaisselle jetable, des bouteilles plastiqueNombre de composteurs installésNbre de ramettes achetées
<ul style="list-style-type: none">Optimiser la consommation de ressources et les achats :Mise en place d'une stratégie d'achats responsables : produits reconditionnés en priorité, écolabelUtilisation de papier recyclé, paramétrage éco des imprimantes, mise en place de bacs à brouillon	2026 et suivi	<ul style="list-style-type: none">100% des marchés publics intégrant des clauses « achat responsable ».100% de la téléphonie en reconditionnée	<ul style="list-style-type: none">Nombre de marchés publics concernésO ramette de papier non recycléO téléphone neuf acheté
<ul style="list-style-type: none">Former, équiper et sensibiliser les agents de l'intercommunalité et des communesOrganisation de sessions de formation sur la prévention et le triIntégration des écogestes dans les pratiques professionnellesSuivi par questionnaires en fin de formation	2026-2031	<ul style="list-style-type: none">2 sessions de formation par an, implication progressive de l'ensemble des agents	<ul style="list-style-type: none">Nombre d'agents formés, résultats des questionnaires en fin de session

Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements sur 6 ans	Pilotage
Communes SYVADEC	0,12 ETP	<ul style="list-style-type: none">Courdes (150) : 750€HTEcocup (250) : 375 €HTContenants réemployables (20) : 100 €HT	Intercommunalité

Résultats attendus	DMA réduits en 2031	-1,3 kg/hab.
--------------------	---------------------	--------------

AXE 2 – Être éco-exemplaire

FICHE ACTION 4			
Action 2.2 : Eco exemplarité des associations			
Performance	Performance de l'action	 Niveau 1 : Une action centrée sur la communication Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication	
	Enjeux et objectifs	<ul style="list-style-type: none">Réduire les déchets et adopter des pratiques sobres dans les associations (papier, plastique, énergie, eau).Donner l'exemple aux adhérents en appliquant les mêmes règles	
Enjeux	Publics ciblés	Associations	
	Flux de déchets principalement ciblés	OMR, collecte sélective, recyclerie (DEEE, meubles)	
Plan d' action	Sous-action et étapes clés	Calendrier	Indicateurs de suivi et d'évaluation
	<ul style="list-style-type: none">Recenser les associations et les événements susceptibles d'être concernés	2026	<ul style="list-style-type: none">1 fichier de recensementNombre d'associations et événements recensés
	<ul style="list-style-type: none">Rédiger une charte d'engagement conditionnant les subventions des associations à la mise en œuvre de démarches de réduction et de tri des déchets	2026	<ul style="list-style-type: none">1 charte rédigée

AXE 2 – Être éco-exemplaire				
	Faire signer les associations	2026 et suivi	<ul style="list-style-type: none"> Distribution aux associations recensées Nbre d'associations signataires 	
	Réaliser les audits	2026-2031	<ul style="list-style-type: none"> 100 % Audits des associations signataires Nbre d'audits réalisés 	
Partenaires		Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements	Pilotage
Associations		0,07 ETP	Charte d'engagement	Intercommunalité
Résultats attendus		DMA réduits en 2031		
		-0,06 kg/hab.		

AXE 2 – Être éco-exemplaire

FICHE ACTION 5

Action 2.3 : Programme pédagogique Ecoscola

Performance de l'action

Niveau 1 : Une action centrée sur la communication
Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles
 Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication

Enjeux et objectifs

- Impliquer l'ensemble de la communauté scolaire pour instaurer le tri dans les écoles et réduire la production de déchets

Publics ciblés

Ecoles primaires, élémentaires et maternelles volontaires, cantines. Communauté scolaire (enseignants, personnel administratif, technique, et d'animation), familles via les élèves et les outils de la communication des écoles.

Flux de déchets principalement ciblés

OMR, emballages, papiers/cartons, piles, biodéchets, instruments d'écriture

Sous-action et étapes clés

- Sensibiliser durablement les écoles pour que le tri soit mis en place efficacement
 - Mobilisation des écoles : envoi d'un formulaire d'inscription aux écoles et phoning (avril à juin pour une mise en place du dispositif au démarrage de l'année scolaire suivante)
 - Organisation d'une réunion de présentation du programme
 - Mise en place d'un comité de suivi du programme Ecoscola
 - Formation initiale de l'équipe pédagogique avec remise d'outils et recensement des besoins
 - Formation des élèves au tri et à la prévention avec remise d'outils pédagogiques
 - Organisation d'actions de prévention sur chaque établissement (type goûter anti-gaspi, troc...) en présence des élèves et des familles
 - Labellisation des écoles avec la remise d'une plaque Ecoscola et valorisation des résultats

Calendrier

2026-2031

Objectifs spécifiques

- 100% des écoles accompagnées
- 1 action de prévention par an par école
- 4 réunions par an par école du comité de suivi

Indicateurs de suivi et d'évaluation

- Nombre d'écoles engagées
- Nombre d'écoles labellisées
- Nombre d'actions mises en place
- Nombre de personnels et d'élèves formés, résultats des questionnaires en fin de session

Plan d' action

Enjeux

Déchets

AXE 2 – Être éco-exemplaire

- Réduire la production totale de déchets:
 - Réalisation de 2 diagnostics déchets par école : 1er diagnostic avec caractérisation des poubelles et 2^{ème} diagnostic en fin d'année avec une évaluation de l'évolution des pratiques, des tonnages et une caractérisation des déchets
 - Suivi de l'évolution de la production de déchets
 - Mise en place d'un plan d'actions avec l'implication de l'intercommunalité et des communes
 - Mise en place du tri des emballages et des papiers dans chaque école avec la fabrication de collecteur de tri

- 2 diagnostics par école
- -10% d'OM par école
- 1 collecteur de tri

- Nombre de diagnostics réalisés
- Nombre de nouvelles pratiques mises en œuvre
- Evolution des quantités de déchets par flux

- Lutter contre le gaspillage alimentaire dans les cantines
 - Réalisation d'un diagnostic des pratiques des cantines
 - Mise en place d'un plan d'actions
 - Sensibilisation des élèves

- 3 visites dédiés par école
- Evolution du grammage jeté

Moyens

Partenaires

Moyens humains
moyennés
par an

Moyens matériels
et investissements sur 6 ans

Pilotage

Etablissements scolaires,
inspection d'académie,
associations,
intercommunalité,
Communes

O ETP
intercommunalité

- Outils pédagogiques
- Outils de formation
- Outils de communication
- Outils de suivi
- Affiches

SYVADEC

Résultats attendus

DMA réduits en 2031

Maintien de la baisse
engagée

AXE 2 – Être éco-exemplaire

Le planning ci-après reprend les grandes étapes des tâches à mener pour l'axe 1 sur les 6 prochaines années.

Années		2026				2027				2028				2029				2030				2031			
Tâches / trimestres		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Être écoexemplaire																									
Ecoexemplarité service public																									
Diagnostic des pratiques et évaluation intercommunalité																									
Diagnostic des pratiques et évaluation communes adhérentes																									
Réalisation d'un guide des bonnes pratiques																									
Sessions de formation des agents : 2/an																									
Ecoexemplarité des associations																									
Recensement des associations																									
Charte d'engagement conditionnant les subventions																									
Signature de la charte																									
Réalisation des audits																									
Programme pédagogique																									
Une action de prévention par an par école																									
Quatre réunions par an par école																									
Deux diagnostics par école																									
Trois visites par école																									

Axe 3

Promouvoir l'économie circulaire

AXE 3 – Promouvoir l'économie circulaire

FICHE ACTION 6

Action 3.1 : Etude de la création d'une ressourcerie



Enjeux et objectifs

- Proposer une solution dédiée pour les dons d'objet et le réemploi sur le territoire
- Démocratiser les pratiques de réparation et réemploi
- Préserver les ressources finies

Publics ciblés

Particuliers principalement, administrations, associations

Flux de déchets principalement ciblés

Résiduels, Recyclerie

Plan d'action

Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">Réaliser une étude de faisabilité	2028	<ul style="list-style-type: none">1 étude réalisée permettant de définir les modèles économiques, le lieu, le montant estimatif des travaux, etc.	
<ul style="list-style-type: none">Rechercher des partenariats avec les acteurs locaux et valider le choix du modèle à mettre en œuvre	2028	<ul style="list-style-type: none">Identifier des partenaires	<ul style="list-style-type: none">Nbre de partenaires identifiés

Moyens

SYVADEC	0,02 ETP	<ul style="list-style-type: none">Etude de faisabilité : 20 000 €HT	Intercommunalité
---------	----------	---	------------------

Résultats attendus

DMA réduits en 2031

Maintien de la baisse engagée

AXE 3 – Promouvoir l'économie circulaire

FICHE ACTION 7

Action 3.2 : Encourager le réemploi



Performance de l'action
Niveau 1 : Une action centrée sur la communication Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrain ponctuelles Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication

Enjeux et objectifs
<ul style="list-style-type: none">Promouvoir la seconde vie des objets par le don, la réparation, l'occasion et la mutualisation.Rendre visibles et accessibles les solutions locales de réemploi (ressourceries, ateliers, réparateurs, associations, acteurs du don)Augmenter le tonnage des objets réutilisés grâce aux associations et aux espaces de gratuité
Publics ciblés
Tout public

Flux de déchets principalement ciblés
Résiduels, Recyclerie, textiles

Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">Réaliser une campagne de communication sur les bons gestes et solutions locales : occasion, don, réparation, espace de gratuité, associations, annuaire...	2026 - 2031	<ul style="list-style-type: none">2 campagnes par an avec post sur les réseaux et guide numériqueRelation presse et affichage recyclerie	<ul style="list-style-type: none">Nbre d'actions menées par anNbre de vuesNbre de téléchargement du guide
<ul style="list-style-type: none">Mise à jour de l'annuaire régional des solutions locales (réparateurs, associations, ateliers, ...)	2026 - 2031	<ul style="list-style-type: none">1 mise à jour par an	<ul style="list-style-type: none">Nbre d'acteurs ajoutés par an

AXE 3 – Promouvoir l'économie circulaire

<ul style="list-style-type: none">Organisation de vide dressing dans le cadre de l'opération régionale	2026 - 2031	<ul style="list-style-type: none">2 vides dressing par an	<ul style="list-style-type: none">Nbre d'événementsNbre de standsTaux de satisfaction des exposants et visiteurs
--	-------------	---	--

Moyens	Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements	Pilotage
	SYVADEC Réparateurs, associations, communes	0,07 ETP		Intercommunalité

Résultats attendus	DMA réduits en 2031	- 1,6 kg/hab.
--------------------	---------------------	---------------

AXE 3 – Promouvoir l'économie circulaire

FICHE ACTION 8

Action 3.3 : Consommation responsable

Performance

Performance de l'action

Niveau 1 : Une action centrée sur la communication
Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles
Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication

Enjeux

Enjeux et objectifs

- Encourager les habitants à privilégier les achats locaux, de saison et labellisés
- Promouvoir l'achat d'occasion et le reconditionné comme alternatives durables au neuf
- Sensibiliser à la réduction des emballages notamment des bouteilles en plastique
- Encourager la sobriété dans la consommation : acheter moins, prolonger la durée de vie des objets, privilégier le don et l'occasion

Publics ciblés

Tout public

Déchets

Flux de déchets principalement ciblés

Résiduels, collecte sélective, Recyclerie

Plan d'action

Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">Promotion de la consommation responsable tout au long de l'année (thème Achat local / saison / labellisé ; Achat d'occasion et reconditionné ; Réduction des emballages ; Sobriété / déconsommation)	2026-2031	<ul style="list-style-type: none">4 campagnes thématiques par an (réseaux sociaux, relations presse, article site internet, promotion lors d'événements)	<ul style="list-style-type: none">Nb de campagnesNb de postsEngagement sur les posts
<ul style="list-style-type: none">Participation à des marchés locaux	2026-2031	<ul style="list-style-type: none">Animation dans 5% du total de marchés annuels	<ul style="list-style-type: none">Nombre de personnes sensibilisées

Moyens

Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements	Pilotage
SWADEC Boulangeries du territoire, Producteurs locaux, associations, ressourcerie	0,03 ETP		Intercommunalité

Résultats attendus

DMA réduits en 2031

Maintien de la baisse engagée

AXE 3 – Promouvoir l'économie circulaire

Le planning ci-après reprend les grandes étapes des tâches à mener pour l'axe 1 sur les 6 prochaines années.

Années	2026				2027				2028				2029				2030				2031			
Tâches / trimestres	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Promouvoir l'économie circulaire																								
Création d'une ressourcerie																								
Réalisation d'une étude de faisabilité																								
Recherche de partenariats locaux																								
Encourager le réemploi																								
Mise à jour de l'annuaire régional																								
Organisation des vide-dressings (2/an)																								
Communication : 2 campagnes réseaux par an, affichage recyclerie																								
Consommation responsable																								
Participation à des marchés locaux																								
Communication : 4 campagnes par an avec post et événement presse																								

Axe 4

Utiliser des outils économiques comme levier de réduction des déchets

AXE 4 – Utiliser des outils économiques comme levier de réduction des déchets

FICHE ACTION 9

Action 4.1 : Sensibilisation et verbalisation des incivismes



Performance

Performance de l'action

Niveau 1 : Une action centrée sur la communication

Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles

Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication

Enjeux

Enjeux et objectifs

- Garantir la propreté des espaces publics
- Réduire les dépôts contraires au règlement de collecte et favoriser leur valorisation en dehors du service public de gestion des déchets
- Améliorer l'image du territoire

Publics ciblés

Tout public

Déchets

Flux de déchets principalement ciblés

Résiduels, recyclerie

Plan d'action

Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
<ul style="list-style-type: none">• Révision du règlement de collecte (règle de dépôt, obligation du tri, volume ...)	2026	<ul style="list-style-type: none">• Formalisation des règles dans un règlement de collecte approuvé	<ul style="list-style-type: none">• Mise à jour réalisée
<ul style="list-style-type: none">• Campagne de communication pour rappeler les règles de dépôt (amende, obligation de tri, facturation du nettoyage, déchetterie, déchets des artisans)	2026 - 2031	<ul style="list-style-type: none">• 1 campagne par an	<ul style="list-style-type: none">• Nbre d'actions de communication• Nbre de posts et nbre de vues

AXE 4 – Utiliser des outils économiques
comme levier de réduction des déchets

FICHE ACTION 10				
Action 4.2 : Redevance spéciale				
Performance de l'action				
<p>Niveau 1 : Une action centrée sur la communication</p> <p>Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles</p> <p>Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication</p>				
Enjeux et objectifs				
<p>Rappeler aux professionnels leurs obligations réglementaires en matière de gestion et de financement des déchets.</p> <p>Inciter les professionnels à réduire leurs déchets en mettant en place des actions concrètes.</p> <p>Assurer l'équité en faisant payer le juste coût du service</p>				
Publics ciblés				
Producteurs de déchets non ménagers				

Flux de déchets principalement ciblés				
Résiduels, collecte sélective, recyclerie				

Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer le dispositif existant <ul style="list-style-type: none"> Actualisation de la grille tarifaire Révision des modalités de facturation Suivi renforcé des redevables Évaluation annuelle du dispositif avec ajustement Production d'un rapport annuel d'évaluation 	2027	<ul style="list-style-type: none"> Formalisation des règles dans un règlement de collecte approuvé Suivi annuel d'indicateurs 	<ul style="list-style-type: none"> Nbre de redevables RS Montant de la RS Taux de couverture Rapport annuel d'indicateurs

AXE 4 – Utiliser des outils économiques
comme levier de réduction des déchets

Résultats attendus				
DMA réduits en 2031				
-1,6 kg/hab.				

Moyens				
Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements sur 6 ans	Pilotage	
Communes SYVADEC Modules AMORCE brigade verte	123 ETP	<ul style="list-style-type: none"> Formation : 500 €HT Matériel brigade verte (voiture, EPI, informatique) : 26 500 €HT 	Intercommunalité	

AXE 4 – Utiliser des outils économiques
comme levier de réduction des déchets

Moyens	Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements sur 6 ans	Pilotage
		0,20 ETP	Flyer : 100 €HT	Intercommunalité

Résultats attendus	DMA réduits en 2031			-10 kg/hab.

Moyens	Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements sur 6 ans	Pilotage
		0,20 ETP	Flyer : 100 €HT	Intercommunalité

Résultats attendus	DMA réduits en 2031			-10 kg/hab.

AXE 4 – Utiliser des outils économiques
comme levier de réduction des déchets

FICHE ACTION II

Action 4.3 : Mise en place de la tarification incitative

Performance	Performance de l'action			
	Niveau 1 : Une action centrée sur la communication Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrains ponctuelles Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication			
Enjeux	Enjeux et objectifs			
	<ul style="list-style-type: none">Réduire fortement les déchets produitsMaîtriser les coûts de gestion des déchetsAdapter le niveau de service usager et sensibiliser à la prévention			
Déchets	Publics ciblés			
	Tout public			
Plan d'action	Flux de déchets principalement ciblés			
	Résiduels, collecte sélective, recyclerie			
Plan d'action	Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
	<ul style="list-style-type: none">Actualisation de l'étude Tarification Incitative en interne (planning, moyens à déployer, plan de financement, stratégie de communication)	2028	<ul style="list-style-type: none">1 étude actualisée	<ul style="list-style-type: none">
Plan d'action	<ul style="list-style-type: none">Préparation et envoi des dossiers de demande de subvention	2028	<ul style="list-style-type: none">Dossiers de subvention	<ul style="list-style-type: none">Nbre de dossiers Budget projet
Plan d'action	<ul style="list-style-type: none">Préparation technique du territoire (commande de dispositifs de comptage, logiciel de suivi, adaptation des points de collecte, livraison de bacs pucés, ...)	2028 - 2030	<ul style="list-style-type: none">Adaptation du SPCD pour la tarification (pré-collecte, collecte et facturation))	<ul style="list-style-type: none">Nbre et type d'équipements installés (compteur, badge, pucés ...)

AXE 4 – Utiliser des outils économiques
comme levier de réduction des déchets

	2029	<ul style="list-style-type: none">1 grille tarifaire	-
	2029-2031	<ul style="list-style-type: none">1 stratégie de communication	Nbre de publications
	2029	<ul style="list-style-type: none">1 délibération1 grille tarifaire1 règlement de collecte mis à jour	-
	2030-2031	<ul style="list-style-type: none">1 délibération annuelle des tarifs	Redevances perçues Indicateurs de comptage (levées des bacs et ouvertures des colonnes)
		<ul style="list-style-type: none">Délibération des modalités d'application de la TI et mise à jour du règlement de collecte	
		<ul style="list-style-type: none">Actualisation annuelle des tarifs et suivi	

Partenaires	Moyens humains moyennés par an	Moyens matériels et investissements sur 6 ans	Pilotage
SYVADEC Office de l'Environnement	0,07 ETP	<ul style="list-style-type: none">Etude, moyens matériels : 4 900 000 € HT y.c. changement de la flotte complète de véhicules	Intercommunalité

Résultats attendus	DMA réduits en 2031	-42 kg/hab.
--------------------	---------------------	-------------

AXE 4 – Utiliser des outils économiques
comme levier de réduction des déchets

Le planning ci-après reprend les grandes étapes des tâches à mener pour l'axe 1 sur les 6 prochaines années.

années.

Années	2026				2027				2028				2029				2030				2031			
Tâches / trimestres	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Utiliser des outils économiques incitatifs																								
Sensibilisation / Verbalisation des incivismes																								
Révision du règlement de collecte																								
Formation des élus																								
Formation agent pour montage brigade verte																								
Mise en place d'une brigade verte																								
Communication : 1 campagne par an réseaux																								
Redevance spéciale																								
Actualisation de la grille tarifaire et des modalités de facturation																								
Evaluation annuelle du dispositif																								
Réalisation d'audits déchets au sein des entreprises - 20/an																								
Formation des agents d'accueils																								
Envoi d'un courrier aux professionnels																								
Communication : 1 campagne par an réseaux																								
Sensibilisation à la tarification incitative																								
Actualisation de l'étude d'optimisation du SPCD intégrant le volet tarification incitative																								
Demande de subvention																								
Préparation technique																								
Préparation des éléments financiers																								
Démarrage de la TI																								
Actualisation annuelle des tarifs et suivi																								
Communication : envoi d'informations sur la mise en œuvre, réunions publiques, campagnes réseaux, factures à blancs																								

Axe 5

Renforcer la communication et la sensibilisation

AXE 5 – Renforcer la communication et la sensibilisation

FICHE ACTION 9

Action 5.1 : Intervention lors de manifestations et communication



Performance

Performance de l'action

- Niveau 1 : Une action centrée sur la communication
- Niveau 2 : Une action avec de la communication et des interventions terrain ponctuelles
- Niveau 3 : Une action impliquant une présence importante sur le terrain et de la communication

Enjeux

Enjeux et objectifs

- Donner de la visibilité aux actions de prévention.
- Informier et sensibiliser les différents publics de manière claire et pédagogique.
- Créer de la cohérence et de la répétition des messages pour ancrer les écogestes.
- Mobiliser les acteurs du territoire autour d'événements fédérateurs.

Publics ciblés

Tout public

Déchets

Flux de déchets principalement ciblés

Résiduels, collecte sélective, recyclerie

Plan d' action

Sous-action et étapes clés	Calendrier	Objectifs spécifiques	Indicateurs de suivi et d'évaluation
Communication			
<ul style="list-style-type: none">Elaboration et mise en œuvre d'un plan de communication annuel	2027 - 2031	<ul style="list-style-type: none">1 plan de communication annuel validé	<ul style="list-style-type: none">Niveau de réalisation du plan de communication fixé

Liste des acronymes

ORDRE ALPHABETIQUE	ACRONYME	SIGNIFICATION
A	AFOM	Atouts Faiblesses Opportunités Menaces
	ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
C	CHR	Cafés, Hôtels, Restaurants
	CC DU SARTENAIS VALINCO TARAVO	Communauté de Communes du Sartonais Valinco Taravo
D	DAE	Déchets d'Activités Économiques
	DASRI	Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux
	DDM	Déchets Dangereux des Ménages
	DEA	Déchets d'Éléments d'Ameublement
	DEEE	Déchets d'Équipement Électrique et Électronique
E	DMA	Déchets Ménagers et Assimilés
	ECT	Extension des Consignes de Tri
	EMB	Emballages Ménagers
	EPCI	Etablissement Public de Coopération Intercommunale
	ETP	Équivalent temps-plein
I	INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
	ISDND	Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux
J	JMR	Journaux Magazines Revues
L	LTECV	Loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte
	LAGEC	Loi Anti-Gaspillage et Économie Circulaire
O	OE	Encombrants, appelés aussi mobilier et équipement d'ameublement
	OMA	Ordures Ménagères Assimilées
	OMR	Ordures Ménagères Résiduelles
P	PAP	Porte-à-Porte
	PAT	Plan d'Alimentation Territoriale
	PAV	Point d'Apport Volontaire

Liste des acronymes

ORDRE ALPHABETIQUE	ACRONYME	SIGNIFICATION
R	PR	Point de Regroupement
	PCAET	Plan Climat Air Énergie territorial
	PLPDMA	Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés
	PLPVDMA	Programme Local de Prévention et de Valorisation des Déchets Ménagers et Assimilés
	REP	Responsabilité Élargie du Producteur
S	REX	Retour d'Expérience
	RPQS	Rapport sur le Prix et la Qualité du Service
	RS	Redevance Spéciale
	RSHV	Déchets Recyclables Secs Hors Verres (emballages, papiers graphiques)
	SPCD	Service Public de Gestion des Déchets
T	SYVADEC	Syndicat de Valorisation des Déchets de la Corse
	TI	Tarification Incitative (taxe ou redevance)

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-81-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO
TARAVO**

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-81

Objet : Convention Médecine du travail

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etti Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-81

Objet : Convention Médecine du travail

Le Président demande au Conseil de bien vouloir autoriser la signature d'une convention avec la Médecine du Travail.

Précédemment, ces missions étaient assurées par le Centre de gestion de la fonction publique territoriale.

Cette convention s'inscrit dans le cadre réglementaire défini par la loi n° 84-53 et les articles R.4623-1 et suivants du Code du travail et vise à :

- Améliorer les conditions de travail et le bien-être des agents ;
- Évaluer les risques professionnels et assurer la prévention des atteintes à la santé ;
- Mettre en place une surveillance médicale adaptée et individualisée ;
- Accompagner les agents dans des situations spécifiques, notamment :
 - Agents en situation de handicap ;
 - Femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes ;
 - Agents reprenant le travail après un CLM (congé longue maladie) ou un CLD (congé longue durée) ;
 - Agents exposés à des risques particuliers (biologiques, chimiques, physiques, etc.) ;
 - Agents souffrant de pathologies spécifiques.

Le rôle, les modalités et les précisions sont les suivis spécifiques figurent dans le document en pièce jointe.

06 JAN. 2026

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, la loi n°84-53 et les articles R.4623-1 et suivants du CGCT,
Vu, l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 2 décembre 2025,
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 28
Nombre de suffrages exprimés : 28
Nombre de vote pour : 28
Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président à adhérer à la convention relative à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI



06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-82-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO
TARAVO**

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-82

Objet : Présentation du rapport d'activités 2024

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etti Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Olandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaçopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-82

Objet : Présentation du rapport d'activités 2024

Le Président rappelle que l'article L5211-39 du CGCT prévoit qu'un rapport retraçant l'activité de l'établissement, accompagné du compte administratif, soit transmis au maire de chaque commune membre.

Le Maire devra en faire communication en Conseil Municipal en séance publique.

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu, les statuts de la Communauté de Communes ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire prend acte du rapport d'activités(cı-joint) pour l'année 2024 qui sera transmis aux communes membres.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI

06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
02A-242010130-20251212-2025-82-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 23/12/2025
Pour l'autorité compétente par délégation



RAPPORT D'ACTIVITE 2024



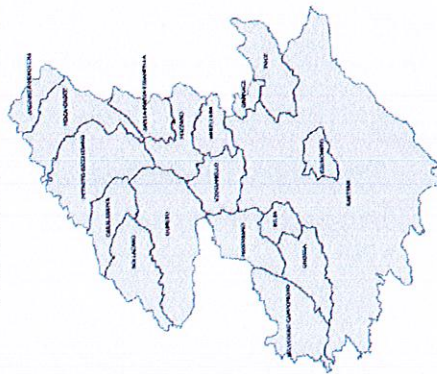
LE TERRITOIRE

La Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo, EPCI à fiscalité propre composé de 18 communes, s'inscrit comme le point de jonction entre l'aire urbaine ajaccienne et l'extrême-sud.

Espace à dominante rurale, organisé autour de quatre vallées (Taravo, Baracci, Rizzanese, Ortole), ce territoire concentre près de 12 000 habitants et se caractérise par :

Une faible densité de population : (22,8 hab/km² - 39 hab/km² au niveau régional).

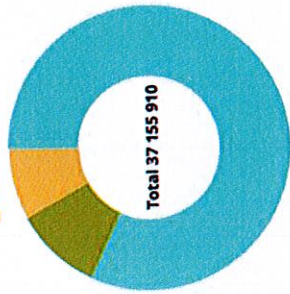
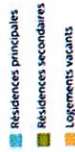
- Une population vieillissante (28%)
- Une forte représentation des résidences secondaires
- Un maillage articulé autour de quatre centralités (à l'échelle de l'armature urbaine insulaire : Propriano et Sartène qualifiées de pôles urbains, Olmeto et Petreto-Bicchisano qualifiées de pôles urbains de proximité) concentrant plus de 70% de la population et près de 80% de l'activité économique et/ou de services.
- Des dynamiques économiques reposant sur les secteurs de la construction et des services liés notamment à l'activité et l'attractivité touristique.



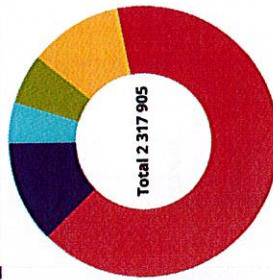
0 4 8 12 km

Un taux de pauvreté (évalué à 21,5%) largement supérieur aux moyennes nationales (8,1%) et régionales (18,3%).

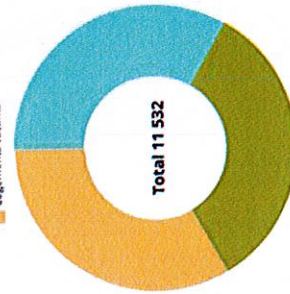
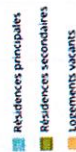
France Métropolitaine



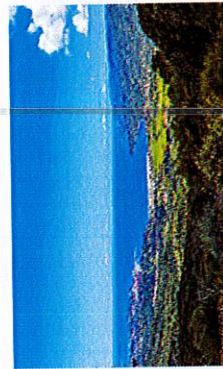
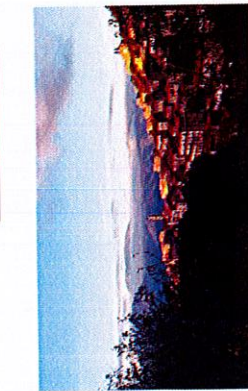
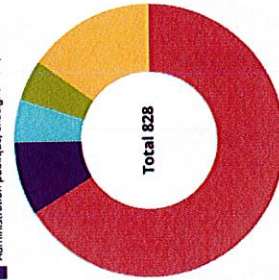
France Métropolitaine



CC du Sartenais Valinco Taravo



CC du Sartenais Valinco Taravo



Compétences obligatoires

- Au titre de l'aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.
- *Sont d'intérêt communautaire, l'élaboration, la révision et la modification d'un SCOT, et l'élaboration, la révision, la modification ainsi que la mise en œuvre d'une charte d'aménagement de l'espace rural.*
- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme.
- *En matière de politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire, est d'intérêt communautaire, l'élaboration d'un schéma de développement du commerce.*
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement.
- Création, aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage.
- Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.
- Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8, sans préjudice de l'article 1^{er} de la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.
- Eau sans préjudice de l'article 1^{er} de la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes.

Compétences facultatives

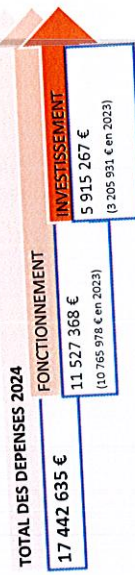
- Au titre de la protection et de la mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et du soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie.
- *Est d'intérêt communautaire, la gestion des espaces naturels remarquables protégés à titre réglementaire.*
- Politique du logement et du cadre de vie.
- *Est d'intérêt communautaire la mise en œuvre d'outils d'étude et de programmation concernant l'amélioration de l'habitat pour les communes dont la population ne dépasse pas 2000 habitants.*
- Création et gestion des maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Action sociale d'intérêt communautaire.
- *Est d'intérêt communautaire : la signature de contrat de partenariat avec les organismes sociaux permettant d'assurer une vision d'ensemble des différents besoins et de porter une réflexion sur les actions à engager, ces dernières ne relevant du champ intercommunal.*

Autres compétences facultatives

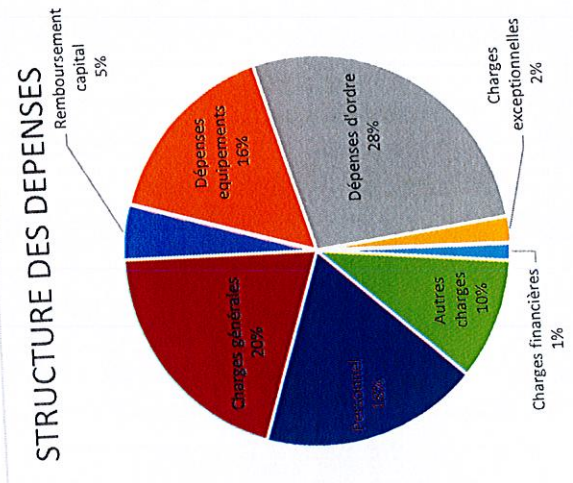
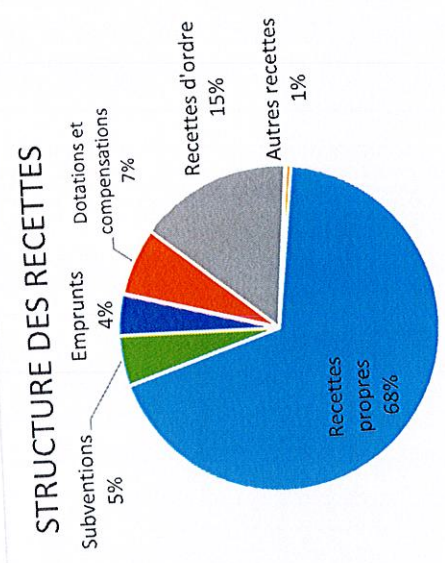
- Mobilité, organisation de la mobilité conformément à la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 modifiée par l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020.
- *Ne sont pas d'intérêt communautaire les opérations et/ou actions sous maîtrise d'ouvrage communale initiées, débutées et/ou en cours au 1^{er} juillet 2021.*

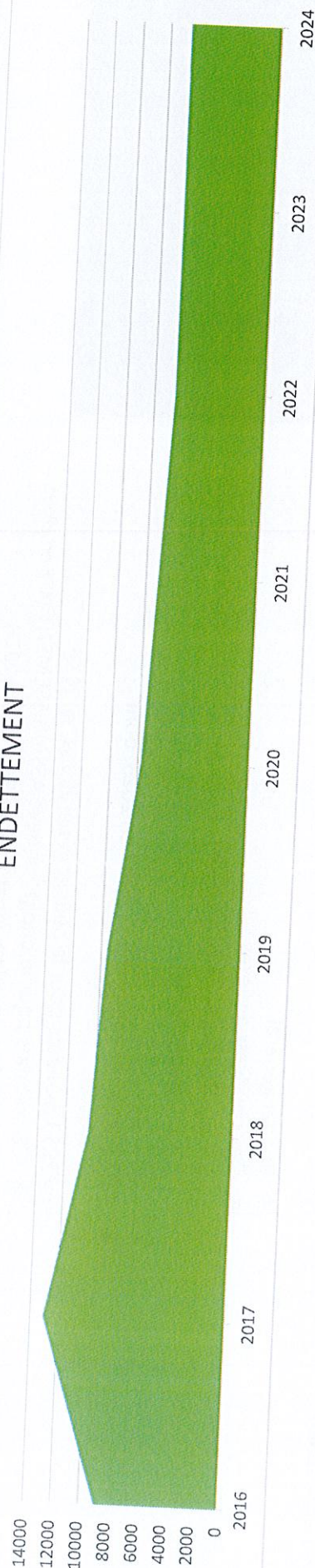
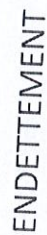
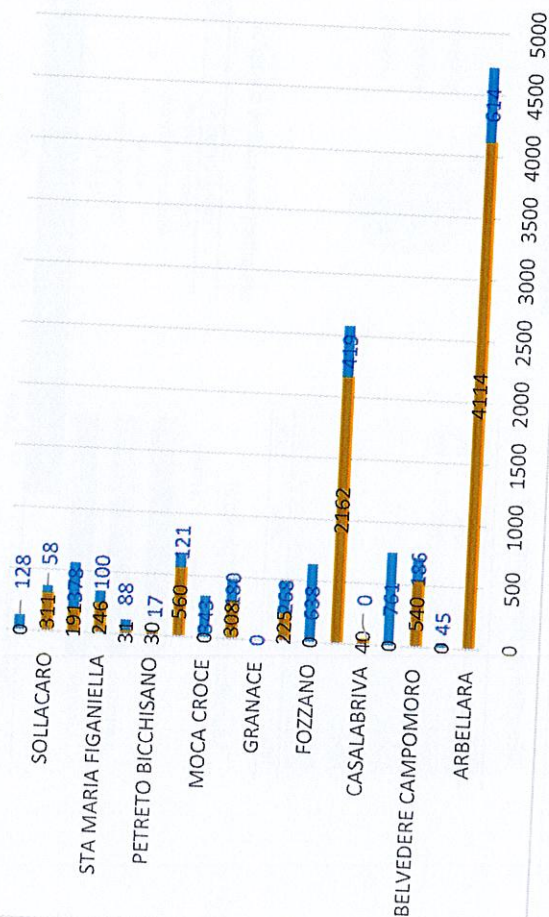
CONSEIL COMMUNAUTAIRE	2024									NOMBRE DE REUNION	TAUX DE PRESENCE
	12 janvier	1 ^{er} février	8 avril	12 avril	30 avril	6 juin	16 juillet	22 novembre	19 décembre		
ALARIS Nicolas										0	0%
ANDREANI Marie-Ange	1		1			1		1		4	44%
BARCELO Angelika										0	0%
BARTOLI Jean-Jacques	1	1	1	1	1			1	1	7	77%
BARTOLI Paul-Marie	1	1	1	1	1	1		1	1	9	100%
CAITUCOLI Paul Joseph			1	1						3	33%
CARRIER Marie Antoinette										0	0%
CIANFARANI Pierre	1	1	1	1	1	1		1	1	9	100%
CORTI Jacques										0	0%
COSTANZO Mathias	1		1	1	1	1			1	6	66%
DUVAL Danielle	1		1	1			1			4	44%
ETTORI Ghislaine		1	1	1	1	1	1	1	1	9	100%
FAGGIANI Alain	1	1	1			1		1	1	7	77%
GIAIACOPI Michel					1			1	1	4	44%
ISTRIA Mireille	1	1	1	1	1	1		1	1	8	88%
ISTRIA Patrice	1	1	1		1		1	1	1	7	77%
LARI Ange	1									4	44%
LEANDRI Ange-François	1	1	1	1	1	1	1	1	1	9	100%
LEANDRI Jean Yves	1	1		1	1	1	1		1	7	83%
LUCIANI Jean Pierre										0	0%
LUCIANI Jean Pierre								1	1	8	100%
MAZZONE Jean Bernard	1	1	1	1	1			1	1	7	100%
MICHELETTI Vincent	1	1	1	1	1			1	1	6	66%
MONDOLONI Jeannine	1	1		1		1				0	0%
MONDOLONI Marie Pierre								1		4	44%
MONDOLONI Marie-Liliane		1	1	1	1	1		1	1	8	88%
MOZZICONACCI José Pierre	1	1	1	1	1	1		1		7	77%
NICOLAI Jacques	1	1	1	1	1			1		0	0%
NICOLAI PIETRI Paule										0	0%
NICOLAI PIETRI Paule								1	1	7	77%
OLLANDINI Jean-Baptiste	1	1	1	1	1			1		6	66%
PAOLINI François		1	1	1	1	1		1	1	8	88%
PERENEY Jean	1	1	1	1	1	1				8	88%
PIANELLI-CASANOVA Angélique	1	1	1	1	1	1		1	1	5	55%
PUCCI Joseph	1			1		1		1		0	0%
PUTHOD-HONORE Myriam										3	33%
QUILICHINI Pascal			1		1	1		1		5	55%
QUILICHINI Paul										0	0%
ROCCA Antoine										0	0%
SCANAVINO François-Joseph										0	0%
TABERNER Elisabeth	1	1	1	1	1	1		1	1	9	100%
TOLINI Jean Pierre	1	1	1	1	1	1		1	1	9	100%
TRAMONI Michel	1	1	1	1	1	1		1	1	9	100%

<p>délibérations ont été adoptées par le Conseil communautaire au cours de 9 sessions.</p> <p>12 janvier 2024</p> <p>N°2024-01 : Règlement SPANC</p> <p>N°2024-02 : Prestations SPANC</p> <p>N°2024-03 : Participation à l'Assainissement Collectif</p> <p>N°2024-04 : Tarification Assainissement Arbellara</p> <p>N°2024-05 : Changement des réacteurs / Plan de financement et demande de subventions</p> <p>N°2024-06 : Admission en non-valeur</p> <p>N°2024-07 : Budget annexe eau 2023 / Décision budgétaire modificative n°3</p> <p>N°2024-08 : Délibération complémentaire M57</p> <p>1er février 2024</p> <p>N°2024-09 : Travaux de création d'un point d'information touristique à Olmeto / Autorisation donnée au Président concernant la signature de marché</p> <p>N°2024-10 : Création d'un emploi permanent – Catégorie A</p> <p>8 avril 2024</p> <p>N°2024-11 : Création de deux emplois permanents – Catégorie C – France Services</p> <p>N°2024-12 : Revalorisation des plafonds de remboursement forfaitaires des frais de repas et d'hébergement</p> <p>N°2024-13 : Prestations SPANC / Tarifs – Annule et remplace la délibération du 12 janvier 2024 n°2024-02</p> <p>N°2024-14 : Rapport d'orientations Budgétaires – Budget principal et budgets annexes</p> <p>12 avril 2024</p> <p>N°2024-15 : Approbation du compte de gestion 2023- Budget principal</p> <p>N°2024-16 : Approbation du compte de gestion 2023- Budget annexe de l'eau</p> <p>N°2024-17 : Approbation du compte de gestion 2023- Budget annexe de l'assainissement</p> <p>N°2024-18 : Approbation du compte de gestion 2023- Budget annexe de l'eau</p> <p>N°2024-19 : Budget Service de l'eau / Compte administratif 2023</p> <p>N°2024-20 : Budget Service de l'assainissement / Compte administratif 2023</p> <p>N°2024-21 : Affectation du résultat – Budget annexe eau 2024</p> <p>N°2024-22 : Affectation du résultat – Budget annexe eau 2024</p> <p>N°2024-23 : Affectation du résultat – Budget annexe de l'assainissement 2024</p> <p>N°2024-24 : Détermination des taux de fiscalité</p> <p>N°2024-25 : Tarification des différents services relatifs à l'assainissement collectif</p> <p>N°2024-26 : Tarification des différents services relatifs à l'eau potable</p> <p>N°2024-27 : Tarification en matière de redevance spéciale</p> <p>N°2024-28 : Virement exceptionnel du budget général vers le budget annexe assainissement</p> <p>N°2024-29 : Adoption du budget primitif principal 2024</p> <p>N°2024-30 : Adoption du budget primitif eau 2024</p> <p>N°2024-31 : Adoption du budget primitif assainissement 2024</p> <p>N°2024-32 : Emploi saisonnier</p> <p>30 avril 2024</p> <p>N°2024-33 : Rapport d'observations définitif de la CRC de Corse</p> <p>N°2024-34 : Budget annexe assainissement : Délibération budgétaire modificative n°1</p> <p>13 juin 2024</p> <p>N°2024-35 : Marché d'urgence relatif à la réparation et au curage de l'émissaire de la STEP de Propiano</p> <p>N°2024-36 : Travaux de création d'un point d'information touristique à Olmeto – Autorisation donnée au président concernant la signature de marché</p> <p>N°2024-37 : Renouvellement ligne de trésorerie</p> <p>N°2024-38 : Adhésion au CAUE de Corse</p> <p>N°2024-39 : Désignation des membres commission de contrôle financier Eau et Assainissement : annule et remplace la délibération n°2020-27 en date du 11 juillet 2020</p>		<p>13 juin 2024 (SUITE)</p> <p>N°2024-40 : Création d'une régie de recettes auprès du service de l'assainissement de la communauté de communes</p> <p>16 juillet 2024</p> <p>N°2024-41 : Marché de carburant</p> <p>N°2024-42 : Admission en non valeur</p> <p>N°2024-43 : Prêt auprès de la caisse d'épargne provenance alpes corse CEPAC</p> <p>N°2024-44 : DM n°1/ Compte 20 – Budget général</p> <p>N°2024-45 : DM n°1/ Compte 20 – Budget assainissement</p> <p>N°2024-46 : DM n°1/ Compte 20 – Budget eau</p> <p>N°2024-47 : DM n°2/ Compte de classe 4 – Budget général</p> <p>N°2024-48 : DM n°2/ Compte de classe 4 – Budget assainissement</p> <p>N°2024-49 : DM n°2/ Compte de classe 4 – Budget eau</p> <p>N°2024-50 : Marché programme de travaux réseaux AEP et EU 2024 – Tranche 1</p> <p>N°2024-51 : Marché location BOM</p> <p>N°2024-52 : Journée de solidarité</p> <p>N°2024-53 : Avancement de grade</p> <p>N°2024-54 : DM N°3 budget général</p> <p>N°2024-55 : DM N°3 budget annexe eau</p> <p>N°2024-56 : DM N°3 budget assainissement</p> <p>N°2024-57 : Tarification des différents services relatifs à l'assainissement collectif / annule et remplace la délibération n°2024-25 du 12 avril 2024</p> <p>22 novembre 2024</p> <p>N°2024-58 : DM N°3 budget annexe eau</p> <p>N°2024-59 : Convention CAF</p> <p>N°2024-60 : DM n°4 – budget annexe eau</p> <p>N°2024-61 : DM N°4 – budget assainissement</p> <p>N°2024-62 : Convention de territorialisation ADEC</p> <p>N°2024-63 : Réhabilitation des réseaux AE EU de la rue du Général De Gaulle - Recherche de financement</p> <p>N°2024-64 : Accueil/Secrétariat – poste à temps partiel</p> <p>N°2024-65 : Rapport annuel du délégataire / eau potable - Kymolia</p> <p>N°2024-66 : Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public eau potable 2023</p> <p>N°2024-67 : Redevance de l'Agence de l'eau – définition des montants</p> <p>N°2024-68 : Instauration d'une redevance en matière d'assainissement non collectif</p> <p>N°2024-69 : Convention d'occupation domaniale pour l'hébergement de passerelles de télérelèves</p> <p>N°2024-70 : Rapport annuel sur les déchets</p> <p>N°2024-71 : Admission en non valeur</p> <p>N°2024-72 : Plan Local de prévention des déchets ménagers et assimilés</p> <p>N°2024-73 : Chargé de mission déchets</p> <p>N°2024-74 : Autorisation donnée au président pour la signature de la convention relative à la réalisation d'une étude globale concernant la problématique d'érosion du site Taravo-Tenutella</p> <p>19 décembre</p> <p>N°2024-75 : DM n°4 – Budget principal</p> <p>N°2024-76 : DM n°5 – Budget assainissement</p> <p>N°2024-77 : DM n°5 – Budget eau</p> <p>N°2024-78 : Rapport d'activités 2023</p> <p>N°2024-79 : Création d'un poste d'adjoint administratif territorial (gestion des marchés publics; financement des projets et comptabilité)</p> <p>N°2024-80 : Rapport social unique</p> <p>N°2024-81 : Autorisation donnée au président concernant la signature de la convention d'opérationnalisation du dispositif Petites Villes de Demain</p> <p>N°2024-82 : Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public d'assainissement collectif</p> <p>N°2024-83 : Motion relative au dépôt sauvage des déchets</p>
--	--	--



Résultats annuels et résultats consolidés





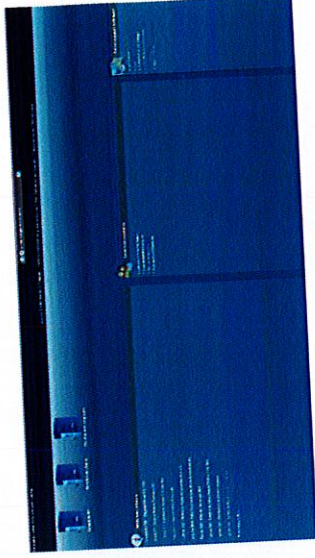
La Comptabilité

3 budgets :

- ⇒ Budget général
- ⇒ Deux budgets annexes :
 - Budget ASSAINISSEMENT
 - Budget EAU

4 037 écritures comptables (3 987 en 2023) dont :

⇒ 2213 mandats pour le budget général (2397 en 2023).
⇒ 708 mandats pour le budget annexe ASSAINISSEMENT (478 en 2023).
⇒ 391 mandats pour le budget annexe EAU (172 en 2023).



Les ressources humaines

61 agents employés.

- Dont CONTRACTUELS : 18 ETP.
- Dont FONCTIONNAIRES : 43 ETP.

Près de 346 arrêts/contrats.

Actions 2024 :

- Espace « agents ».
- Mise en place de la journée de solidarité.
- Fin du fini-parti.

Principaux mouvements :

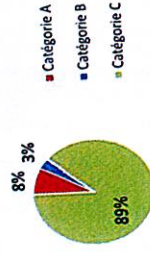
- Un départ à la retraite d'agent titulaire (remplacé).
- Recrutement agent pépinière.

Taux d'absentéisme :

Répartition des agents par catégorie

Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	19%	22%	20%
Technique	81%	78%	80%
Culturelle			
Sportive			
Médoco-sociale			
Police			
Incendie			
Animation			
Total	100%	100%	100%



Répartition par genre et par statut

	Hommes	Femmes
Fonctionnaires	85%	14%
Contractuels	83%	17%
Ensemble	85%	15%

Les principaux cadres d'emplois

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjointes techniques	70%
Adjointes administratifs	13%
Attachés	5%
Agents de maîtrise	5%
Ingénieurs	3%

Taux d'absentéisme « compressible » (maladies ordinaires et accidents de travail)

5,19%

Taux d'absentéisme médical (toutes absences pour motif médical)

7,19%

Taux d'absentéisme global (toutes absences y compris maternité, paternité et autres)

7,79%

CF : R2.Fonctionnaires et Indemnités pour les services d'urgence - Taux d'absentéisme - nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents * 365)

Administration / Foncier

- Lancement du Document Unique de Prévention.
- Achat d'un terrain à Bilia (source).

Finances

- Apurement des restes à recouvrer (218 482 €).
- Toilettage des comptes (292 308 €).
- Création d'une régie d'assainissement pour l'eau et l'assainissement du Taravo et le SPANC pour l'ensemble du territoire.

Eau

- Lancement de la télérelève (mise en place des équipements).
- Réception réseau Tipponu.
- Réseau Mancinu.
- Réseau Bilia.
- Réseau de Sartène.

Assainissement

- Initiation de la procédure de de contrôle décennale des installations individuelles.
- Emissaire de Capu Laurosù.
- Réception STEP Arbellara.
- Réception réseau Tipponu.
- Réception réseau Baracci

Déchets

- Lancement du PLPDMA.
- Fin du "fini parti".
- Lancement de la mise en place de la géolocalisation des véhicules.

Autres compétences et/ou actions

- Poursuite de l'étude pré-opérationnelle à la GEMAPI sur le Rizzanese et le Fiumicicoli.
- Convention CAF.
- Nettoyage de la plage de Tenutella.
- Convention de partenariat avec le BRGM.

Développement

- Point d'information touristique à Olmeto.
- Convention ADEC.
- Convention CAUE.



COMPTES			
Exercice	Montant	Montant	Montant
2016	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2017	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2018	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2019	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2020	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2021	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2022	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2023	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2024	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2025	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2026	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2027	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2028	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2029	218 482 €	292 308 €	218 482 €
2030	218 482 €	292 308 €	218 482 €



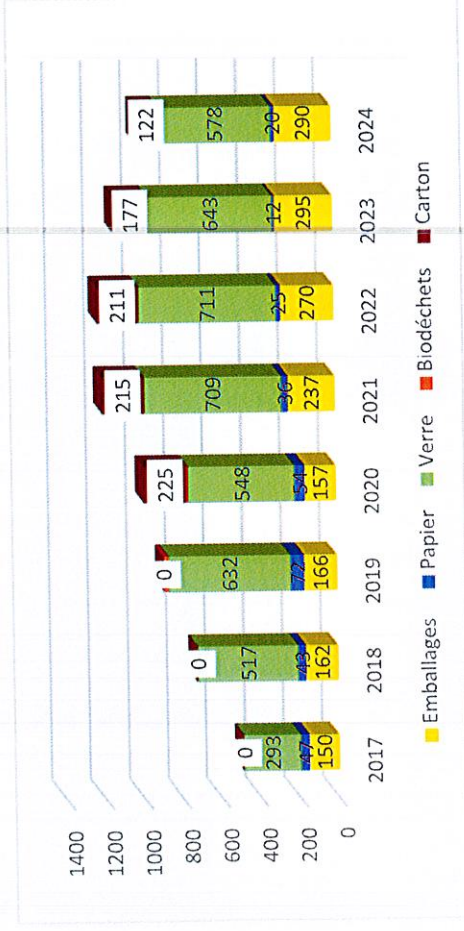
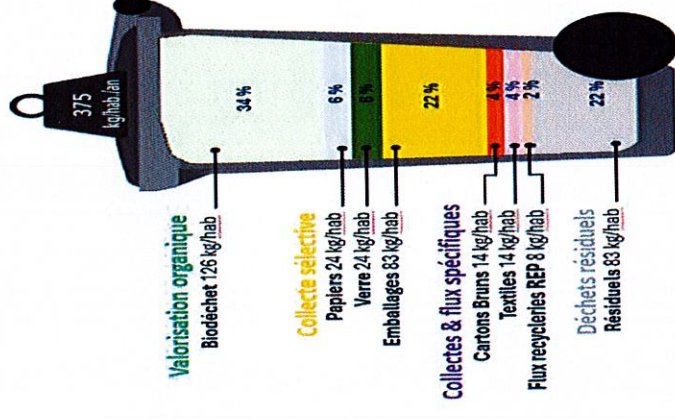
LA GESTION DES DECHETS

L'année 2024 a été marquée par :

- Le regroupement des services sur le site de Tralavettu pour les secteurs du Valinco et du Sartenaïs.
- Le renouvellement de la flotte de véhicules légers pour la collecte des encombrants (réception des véhicules).

Les éléments clefs du service (source « Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de gestion des déchets ») :

- Coût du service : 3 433 000 € (3 675 000 € en 2023).
- Coût à la tonne : 89 € (102 € en 2023).
- Financement sur budget général dont 67% proviennent des recettes dédiées (TEOM, redevances).
- Les taux de TEOM s'échelonnent entre 7% et 18%.
- Taux de valorisation des déchets : 29 % (31% en 2023). Pour mémoire l'objectif de la LTE est de 60% en 2025.
- Mode de gestion : Régie.
- Prestations de service : collecte CHR – Collecte des bornes de tri dans le Taravo.
- Traitement : Assuré par le SYVADEC au titre des compétences déléguées.



La compétence « eau potable » est exercée depuis la création de l'établissement. Son mode de gestion dépend encore des modes de gestion antérieure.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, le fonctionnement est assuré de la façon suivante :

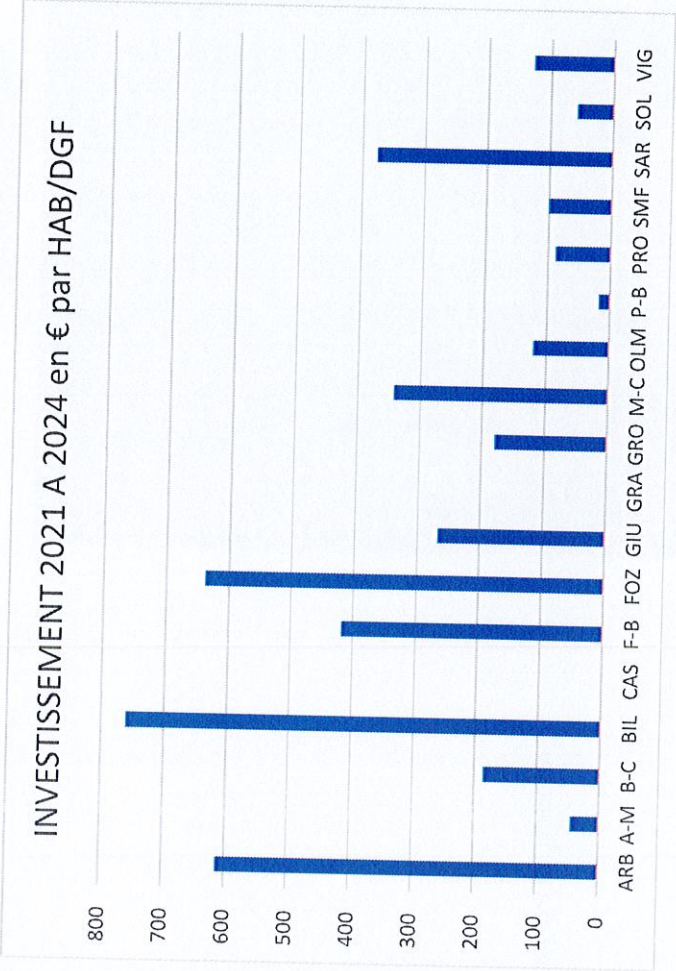
- En régie sur le secteur du Taravo.
- En affermage sur la totalité du secteur du Sartenais-Valinco, soit 13 communes (KYRNOLIA).

SYNTHESE (source RPQS)	Secteur Régie Taravo	Secteur Affermage KYRNOLIA	TOTAL
Nombre d'abonnement	1 484	8 363	9 847
Volume produit en M3	297 712	1 456 865	1 754 577
Volume importé en M3	0	488 622	488 622
Volume facturé en M3	100 627	1 132 279	1 232 906
Recettes du service	531 939 € HT**	4 369 479 €	4 912 588 €
Prix moyen 120m²	1,63 €	4,08 €	-
Rendement	49,05%*	62,72%	61%

*(volume facturé + volume facturé compteur vert) / Volume produit - ** Recettes facturées.

Ce service repose principalement sur :

- Une cinquantaine de ressources.
- Près de 290 kilomètres de réseaux.
- 66 ouvrages de stockage.
- Une capacité de stockage de 12 746 m3.

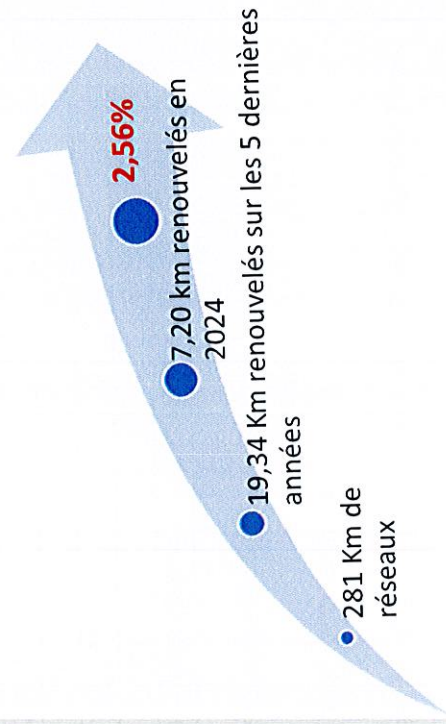
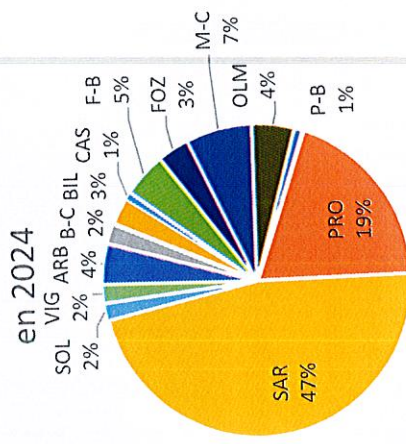


L'exercice 2024 a été marquée par de nombreux travaux et notamment :

La poursuite de l'actualisation du schéma directeur.

La réception des travaux pour Bilia, Mancinu, Sartène-tranche2, Arbellara et Tipponu.

Répartition par commune des investissements AEP en 2024



Tout comme la compétence « eau potable », l'assainissement collectif est exercé depuis la création de l'établissement.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la gestion de ce service public est assurée en régie.

Ce service repose principalement sur :

- Près de 100 kilomètres de réseaux.
- 12 unités de traitement (Capu Laurosu, Tizzano, Sartène-hôpital, Olmeto littoral, Olmeto village, Campomoro, Grossa, Granace, Sollacaro, Petreto-Bicchisano, Casalabriva et Arbellara).

L'exercice 2024 a été marquée par de nombreux travaux et notamment :

- Les réceptions des travaux relatifs à la STEP d'Arbellara et aux extensions de réseaux du Tipponu et de Baracci.
- Des travaux de réparations de l'émissaire de Capu Laurosu.

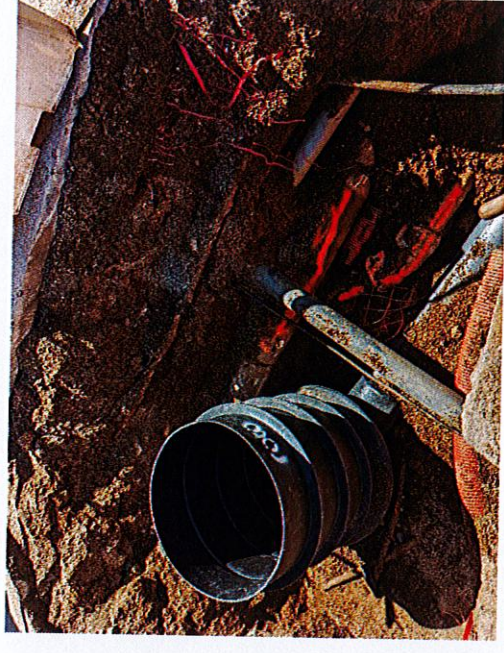


100 Km de réseaux

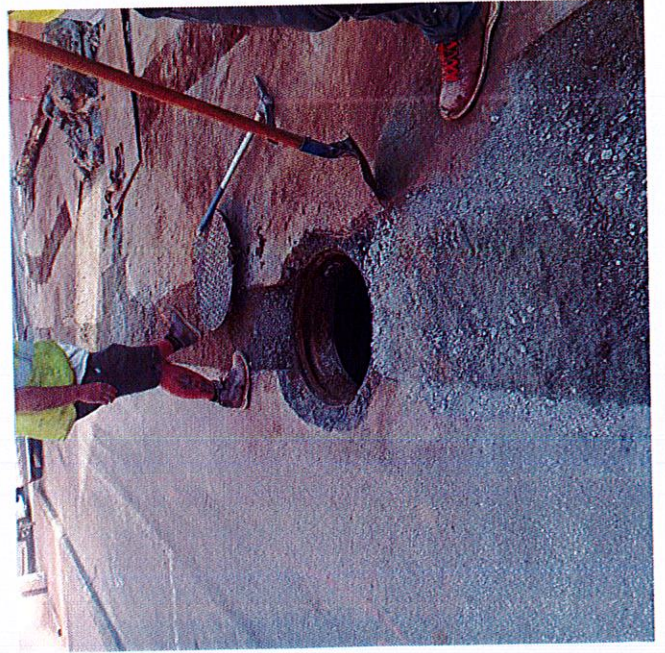
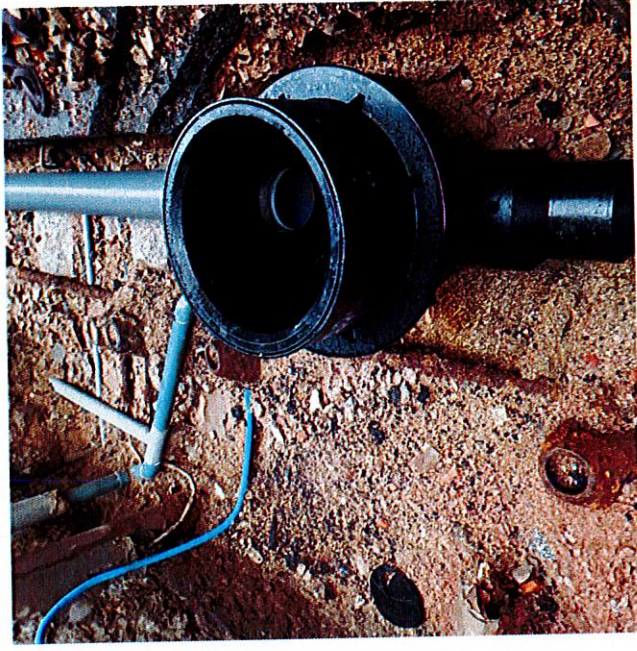
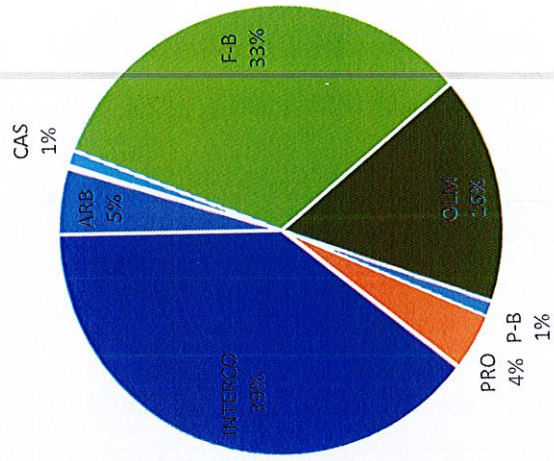
2,89 Km renouvelés sur les 5 dernières années

0,39 km renouvelés en 2024

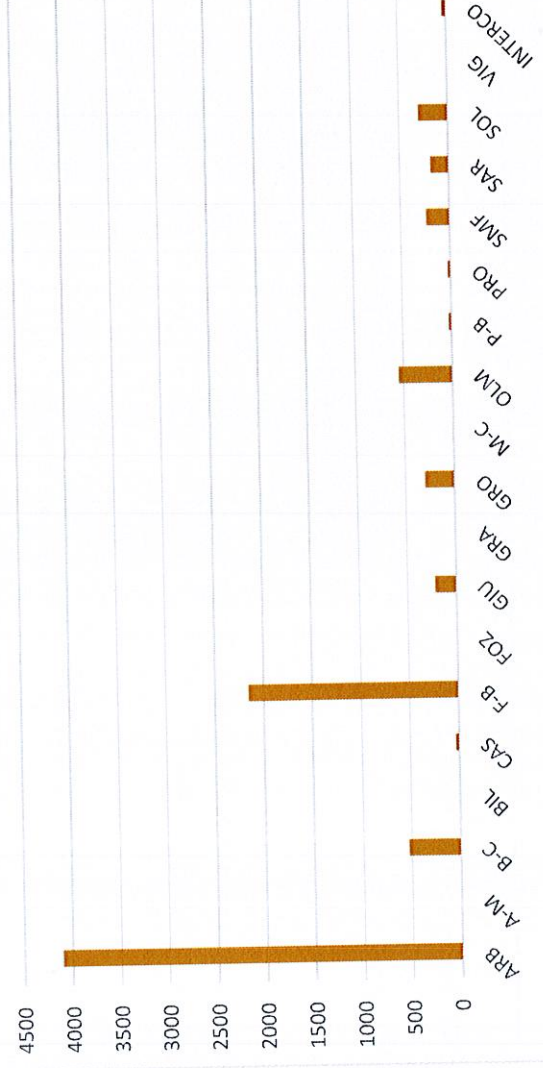
0,58%



Répartition par commune des investissements EU en 2024



INVESTISSEMENT 2021 A 2024 en € par HAB/DGF



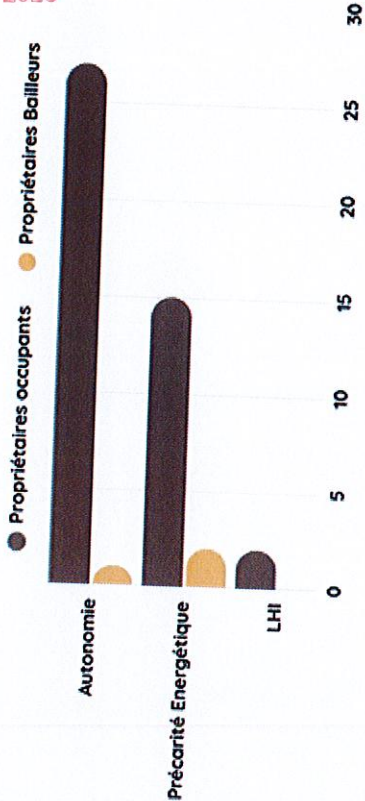
06 JAN. 2026

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

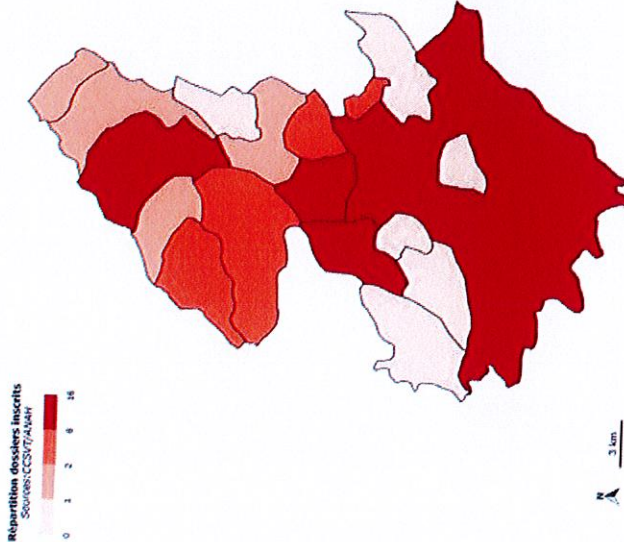
L'exercice 2024 a concerné :

- Le déploiement de l'OPAH-RU à l'échelle des 18 communes avec pour l'année 2024
 - o 85 dossiers inscrits
 - o 47 dossiers accompagnés
- Représentant total de 339 743€ de subventions mobilisées réparties comme suit :

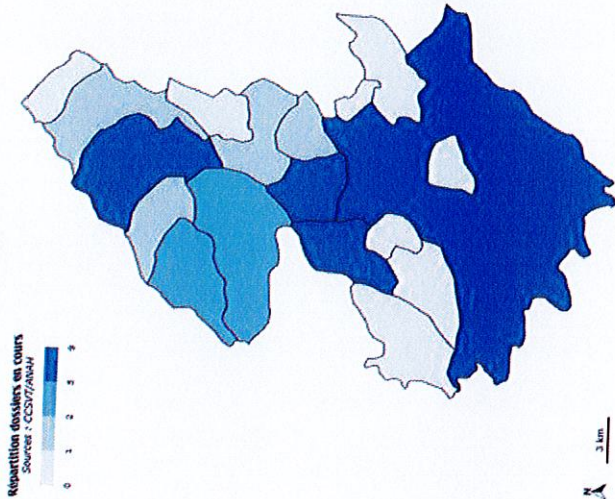
Partenaires financiers	Anah	Collectivité de Corse	Total
Volet Autonomie	154 473€	66 954€	224 427€
Volet Précarité Energétique	103 692€	11 624€	115 316€
Total	261 165€	78 578€	339 743€



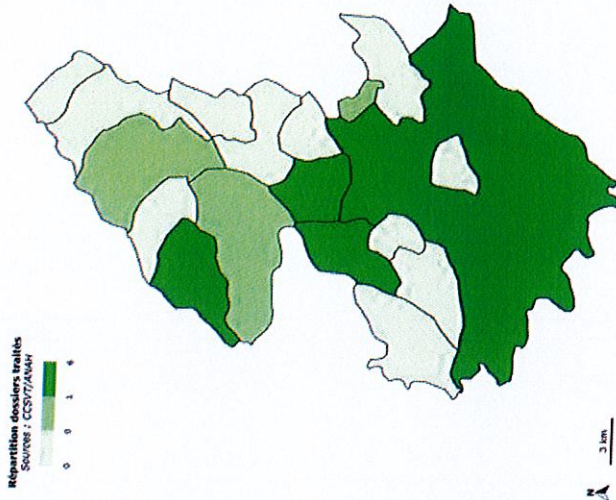
Nombre dossiers inscrits



Nombre dossiers en cours de montage / d'instruction



Nombre dossiers traités



06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-83-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO
TARAVO**

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-83

Objet : Modification article 5 des statuts du SYVADEC

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Etori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-83

Objet : Modification article 5 des statuts du SYVADEC

Monsieur le Président informe l'Assemblée délibérante que par délibération n°2025-06-056 en date du 12 juin 2025, le Comité syndical du SYVADEC a procédé à la modification de l'article 5 de ses statuts, relatif à la représentativité du Syndicat.

Le Président rappelle aux membres du Conseil qu'en application de l'article 5211-18 relatif à l'admission de nouveaux membres (à l'initiative du Syndicat ou d'une collectivité), la délibération portant modification des statuts doit être notifiée à l'ensemble des membres. Ces derniers disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer dans les conditions de majorité qualifiée requises. A défaut de délibération des conseils membres dans ce délai, leur décision est réputée défavorable.

À la suite de l'application de la loi NOTRe au 1^{er} janvier 2017, la compétence déchets est désormais structurée autour de dix-neuf intercommunalités de taille plus conséquente, ce qui permet de **conserver** le même équilibre de représentativité tout en augmentant la strate de population appliquée. Il est ainsi proposé de passer d'un délégué par tranche de 3 500 habitants DGF à un délégué pour la tranche de 0 à 10 000 habitants DGF puis 1 délégué supplémentaire par tranche de 10.000 habitants DGF, ce qui conduirait à une assemblée délibérante de 53 membres au lieu de 114 selon le périmètre du Syvadek au 01/06/2025.

Par ailleurs, la compétence déchet n'étant plus exercée par des communes, le collège des communes n'a plus lieu d'être. Il est proposé de supprimer également le collège des EPCI puisque chaque EPCI sera représenté par au moins un délégué titulaire et un délégué suppléant.

- La modification de cet article a été votée de la manière suivante :

« Le Syndicat est administré par un Comité Syndical composé de membres titulaires et de membres suppléants.

La représentation au sein du Comité Syndical est fixée pour chaque membre (EPCI) en fonction de sa population DGF dans les conditions suivantes :

Les collectivités désignent directement leurs délégués au syndicat mixte en fonction de leur population DGF à raison de 1 délégué pour la tranche de 1 à 10 000 habitants DGF puis 1 délégué supplémentaire par tranche de 10.000 habitants DGF révolue :

06 JAN. 2026

- de 1 à 10 000 hab : 1 délégué titulaire et 1 délégué suppléant
- de 10 001 à 20 000 hab : 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants
- de 20 001 à 30 000 hab : 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants

Et ainsi de suite par tranche de 10 000 habitants (pop DGF).

Les membres suppléants sont appelés à siéger au Comité Syndical avec voix délibérative en cas d'empêchement des délégués titulaires. »

Ces dispositions seront applicables à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux en 2026.

Les autres articles restent inchangés.

Le Président propose au Conseil communautaire d'accepter ces modifications.

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, les statuts de la Communauté de Communes,

Vu, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi Notre),

Vu, la délibération n°2025-06-056 en date du 12 juin 2025 du Comité syndical du Syvadec,

Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de vote pour : 28

Nombre de vote contre : 0

DÉCIDE

Article 1 : d'approuver la modification statutaire de l'article 5 telle qu'exposée ci-dessus et définies dans la délibération du SYVADEC présentée en annexe.

Article 2 : d'autoriser le Président à accomplir tout acte nécessaire à la présente délibération et à procéder à la notification de la présente délibération au Président du SYVADEC.

Pour extrait conforme au registre,

Le Président,

Ange-François LEANDRI



06 JAN. 2026

02A-242010130-20251212-2025-84-DE

Réception par le préfet : 23/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO
TARAVO**

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-84

Objet : Modification article 8 des statuts du SYVADEC

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Bilia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Ettori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-84

Objet : Modification article 8 des statuts du SYVADEC

Monsieur le Président informe l'Assemblée délibérante que par délibération n°2025-06-057 en date du 12 juin 2025, le Comité syndical du SYVADEC a procédé à la modification de l'article 8 de ses statuts, relatif à la composition du Bureau.

Le Président rappelle aux membres du Conseil qu'en application de l'article 5211-18 relatif à l'admission de nouveaux membres (à l'initiative du Syndicat ou d'une collectivité), la délibération portant modification des statuts doit être notifiée à l'ensemble des membres. Ces derniers disposent d'un délai de trois mois pour se prononcer dans les conditions de majorité qualifiée requises. A défaut de délibération des conseils membres dans ce délai, leur décision est réputée défavorable.

Le nombre de membres du bureau syndical est actuellement fixé à 27 par application des délibérations 2020-08-051 et 2020-08-053. Au vu de l'évolution statutaire proposée et des difficultés à réunir les instances avec le quorum avec le nombre actuel de membres, il est proposé de déterminer le nombre de membres du bureau et leur représentativité en fonction de la population DGF. Selon cette dernière le nombre de membres serait de 22 au lieu de 27 actuellement.

Les élections aux postes de Vice-Présidents et de membres seront effectuées par le Comité syndical.

Modification proposée :

« Le Comité Syndical élit en son sein les membres de son bureau (Article L.5211.10 du Code Général des Collectivités Territoriales). Celui-ci se compose du Président, de Vice-présidents et, éventuellement, d'autres membres.

La représentation au sein du Bureau Syndical est fixée pour chaque membre (EPCI) en fonction de sa population DGF dans les conditions suivantes :

06 JAN. 2026

Les délégués au Comité syndical éliront leurs représentants en bureau en fonction de la population DGF de chaque EPCI à raison de 1 représentant pour la tranche de 0 à 40 000 habitants DGF puis 1 représentant supplémentaire par tranche de 40.000 habitants DGF révolue :

- de 1 à 40 000 hab : 1 représentant
- de 40 001 à 80 000 hab : 2 représentants
- de 80 001 à 120 000 hab : 3 représentants

Les membres du Bureau sont rééligibles. »

Ces dispositions seront applicables à compter du prochain renouvellement général en 2026.

Les autres articles restent inchangés

Le Président propose au Conseil d'accepter ces modifications.

Le conseil communautaire,

Monsieur le Président entendu dans son exposé,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, les statuts de la Communauté de Communes,

Vu, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Loi Notre),

Vu, la délibération n°2025-06-057 en date du 12 juin 2025 du Comité syndical du Syvadec,

Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41

Nombre de membres présents ou représentés : 28

Nombre de suffrages exprimés : 28

Nombre de vote pour : 28

Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'approuver la modification statutaire de l'article 8 telle qu'exposée ci-dessus et définies dans la délibération du SYVADEC présentée en annexe.

Article 2 : d'autoriser le Président à accomplir tout acte nécessaire à la présente délibération et à procéder à la notification de la présente délibération au Président du SYVADEC.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI



06 JAN. 2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

02A-242010130-20251212-2025-85-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/12/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO
TARAVO**

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-85

Objet : Convention CAF

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	Tolini Jean-Pierre
Billia	Tramoni Michel
Casalabriva	
F.Bilzese	Cianfarani Pierre
Fozzano	Istria Mireille
Giuncheto	Paolini François
Granace	Leandri Jean-Yves
Grossa	
Moca-Croce	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petreto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
Propriano	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Ettori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Ollandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-85

Objet : Convention CAF

Le Président rappelle que le Conseil communautaire a, lors de sa séance du 22 novembre 2024, autorisé la signature d'une convention de partenariat avec la CAF en vertu d'un accord-cadre de pré-engagement à l'élaboration d'une Convention Territoriale Globale pour permettre la poursuite du versement des fonds dédiés à la jeunesse.

Le Président informe le Conseil de la nécessité de préciser le dispositif à travers cette convention additionnelle.

Le Président demande d'autoriser la signature de la convention jointe en annexe.

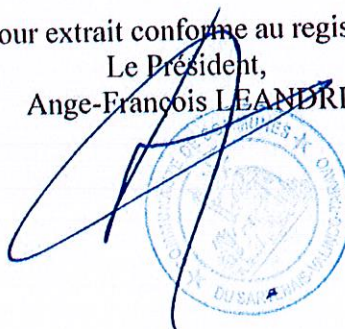
**Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu, les statuts de la Communauté de Communes ;
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,**

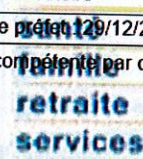
Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents ou représentés : 28
Nombre de suffrages exprimés : 28
Nombre de vote pour : 28
Nombre de vote contre : 0

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe et à engager toutes les démarches s'y afférents.

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI





CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

CAF DE LA CORSE DU SUD – COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAI VALINCO TARAVO- CAISSE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE CORSE 2025-2029

Entre :

La Caisse des Allocations familiales de Corse du Sud représentée par son Directeur, dûment autorisé à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la Caf » ;

Et :

La Caisse de mutualité sociale agricole de Corse dont le siège social est situé
ZI Caldaniccia 20167 Sarrola Carcopino représentée par son Directeur dûment autorisé à signer la présente convention

Ci-après désignée « la Cmsa ».

Et

La Communauté de communes du Sartonais Valinco Taravo représentée par son Président Mr Ange François Leandri dûment autorisé à signer la présente convention,

Ci-après dénommée « La communauté de communes »

Et -

La Commune de Propriano

Représentée par son Maire, Jean-Marie Bartoli

Dont le siège est situé 6 Avenue Napoléon III, 20110 Propriano

Ci-après dénommée « la Commune de Propriano »

La Commune de d'Olmato

Représentée par son Maire, Jose Pierre Mozziconacci

Dont le siège est situé 5 cours Balisoni 20113 Olmato

Ci-après dénommée « la Commune d'Olmeto »

La Commune de Sartène

Représentée par son Maire Bertrand D'Ortoli

Dont le siège est situé place Porta 20100 Sartène

Ci-après dénommée « la Commune de Sartène »

La Commune de Petreto Bicchisano

Représentée par son Maire Jacques Nicolai

Dont le siège est situé quartier Mairie 20140 Petreto Bicchisano

Ci-après dénommée « la Commune de Petreto Bicchisano »

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la loi du 18 décembre 2023 pour le plein emploi

Vu le décret n°2021-1644 du 14 décembre 2021 relatif à la gouvernance des services aux familles et au métier d'assistant maternel, pour la Corse il est demandé par l'article L 214-5 la création d'un Comité des familles de Corse

Vu le décret n° 2025-253 du 20 mars 2025 relatif au schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant prévu à l'article L. 214-1-3 du code de l'action sociale et des familles

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de Corse du Sud en date du 14/11/2025 concernant la stratégie pluriannuelle de renouvellement des Ctg ;

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle,

accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Développer des services attentionnés tout au long des parcours de vie de chacun ;
- Garantir un accès efficace au juste droit en améliorant le modèle de délivrance des prestations ;
- Mobiliser les leviers de performance et accompagner les transformations, grâce à une organisation territorialisée, départementale, solidaire et au plus proche des partenaires locaux.

Ces missions passent par les objectifs suivants :

- > Répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance ;
- > Réduire les inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires pour favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle et l'épanouissement des enfants ;
- > Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes ;
- > Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence ;
- > Favoriser l'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles ;
- > Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires ;
- > Sécuriser et accompagner les habitants allocataires dans une relation de confiance centrée sur l'accès aux droits et aux services ;
- > Renforcer les coopérations avec les partenaires locaux.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passe par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas : futur schéma des services aux familles de Corse, stratégie de lutte contre la pauvreté...

Son plan d'action s'inscrit en cohérence avec les orientations du schéma des services aux familles, animé par le Comité des Services aux familles de Corse, dont la Caf assure le secrétariat général. Ce comité est présidé par le préfet de région et ses Vice-Présidences sont assurées par le président de la Collectivité de Corse, les maires désignés par chacune des deux associations départementales des maires, et les Présidents des conseils d'administration des deux CAF de Corse conformément à l'arrêté de composition du CDSFC du 23 octobre 2023.

La communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo** peut ainsi s'appuyer sur la CTG pour formaliser ses engagements d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant. Le volet petite enfance et parentalité de la CTG répond aux attendus du schéma d'Autorité Organisatrice et dispense la collectivité signataire de la CTG de réaliser un schéma dès lors que son contenu est ajusté aux attendus définis dans le cadre du décret n° 2025-253 du 20 mars 2025

La CTG s'appuie également sur une concertation des partenaires et des usagers.

Dans le cadre du projet de territoire, la communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo** et les communes signataires mettent en œuvre une politique publique volontariste d'accompagnement des familles, des enfants et des jeunes autour des enjeux suivants :

- Œuvrer à la structuration d'une offre de service diversifiée et adaptée en direction de la petite enfance, de l'enfance, de la jeunesse et de la parentalité ;
- Renforcer l'offre de service public permettant de poursuivre le maillage du territoire en contribuant à la réduction des inégalités sociales et territoriales en renforçant l'axe logement et handicap ;

Cette politique publique concourt également à la conciliation de la vie personnelle, professionnelle et sociale des familles, ainsi qu'au développement d'une parentalité la plus sereine possible.

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de la Corse du Sud et la Communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo et la MSA** souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire et intègre, le plan d'action associé.

ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo** ont pour ambition de :

> **Répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance par :**

- Un égal accès à l'information et une offre d'orientation et d'accompagnement ainsi qu'à l'accès réel de tous les enfants aux modes d'accueil ;
- À la pérennisation et au développement et des places d'accueil individuel et collectif pour garantir aux familles une offre de qualité, conforme aux exigences de la Charte d'accueil du jeune enfant en tout point du territoire.

La branche Famille s'est engagée à déployer une réponse diversifiée aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du Service Public de la Petite Enfance. Véritable opportunité de vivifier le projet de territoire et d'accélérer les transformations à l'œuvre, le service public de la petite enfance (SPPE) participe pleinement à l'attractivité des services aux familles. Il se structure autour de trois priorités : lutte contre les inégalités sociales et de destin dès le plus jeune âge, lever tous les freins au développement de l'offre d'accueil et proposer des solutions d'accueil de qualité.

> **Réduire les inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires par :**

- Le maintien et le développement des accueils péri et extra scolaires relevant des Accueils Collectifs de Mineurs, des accueils de jeunes et des départs en vacances des enfants en séjour collectif ;
- L'accessibilité financière des familles et l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les accueils de loisirs ;

> **Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes par :**

- Le développement d'une information adaptée et d'un accompagnement à l'engagement et à la participation des jeunes ;
- L'autonomie des jeunes via le logement et l'engagement citoyen et l'accès aux droits et aux services des jeunes et de leur famille.

> **Soutenir les parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence par :**

- Une action coordonnée avec le service public la petite enfance et la démarche « 1 000 premiers jours » dès l'arrivée de l'enfant ;
 - L'accès des parents à une offre de soutien à la parentalité de proximité, diversifiée et innovante notamment pour les parents d'adolescents ;
 - L'accompagnement de la séparation auprès des deux parents et la lutte contre la pauvreté des familles monoparentales.
- > **Favoriser l'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles par :**
- L'évolution des aides personnelles au logement, le renforcement du partenariat avec les bailleurs sociaux et la prévention des expulsions et des impayés locatifs ;
 - La contribution à la lutte contre la non-décence des logements et le soutien au développement de solutions de logements innovants ou adaptés.
- > **Renforcer la solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap par :**
- La mise en œuvre des réformes relevant des politiques du handicap, de l'autonomie et de la solidarité ;
 - Les interventions de travail social en direction des familles en situation de vulnérabilité.
- > **Sécuriser et accompagner les habitants allocataires dans une relation de confiance centrée sur l'accès aux droits et aux services par :**
- un niveau de service de base plus satisfaisant, s'appuyant sur ses partenaires, dans une démarche d'aller-vers et omnicanal ;
 - la détection automatisée des droits potentiels et la lutte contre les erreurs et la fraude afin de garantir le versement à bon droit des prestations légales et d'action sociale.
- > **Renforcer les coopérations avec les partenaires locaux par :**
- l'accompagnement des projets de territoires avec les partenaires et les élus ;
 - l'animation de la vie sociale des territoires ;
 - l'adaptation des politiques d'action sociale aux réalités locales et encourager les innovations de terrain.

ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO TARAVO ET DES COMMUNES

La Communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo** et les communes signataires déploient des politiques qui contribuent à la qualité de vie et à la cohésion du territoire. Elles mettent en place des politiques publiques adaptées aux besoins de sa population autour de la petite enfance, l'enfance jeunesse, le soutien aux familles et la parentalité, l'animation de la vie sociale, l'accès aux droits et la lutte au non-recours, la santé, le handicap, ...

Elles s'appuient sur des projets mettant en synergie leurs services et les différents locaux. Elles ajustent leurs politiques locales en fonction des besoins repérés et peuvent agir en complémentarité des initiatives portées par des partenaires.

En réponse aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles, les collectivités locales sont, depuis le 1^{er} janvier 2025, les autorités organisatrices d'accueil du jeune enfant¹ (AO) et contribuent ainsi à **la mise en place du service public de la petite enfance**. A ce titre, elles exercent quatre compétences en fonction du nombre des habitants de leurs territoires.

Les Communes de la communauté de communes sont concernées par les compétences suivantes :

- Quel que soit le nombre des habitants de leur territoire, **toutes les communes** exerçant la compétence d'autorités organisatrices d'accueil du jeune enfant :
 - **Recensent les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire** ; cette compétence vise à identifier les besoins des familles en matière de soutien à la parentalité et d'accueil du jeune enfant (nombre de places d'accueil requises, type d'accueil, accessibilité financière et géographique, etc.) et à recenser l'offre d'accueil, individuel (assistants maternels) ou collective (crèches) présente sur la commune ou l'intercommunalité ;
 - **Informent et accompagnent les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents** ; cette compétence vise à garantir, à la hauteur de ses moyens et de manière adaptée aux besoins de son territoire, la bonne information des parents et des futurs parents sur l'offre d'accueil des jeunes enfants disponible dans la commune (publique et privée) et à organiser et structurer une offre d'accompagnement à la parentalité pour tous les parents
 - **Les communes de plus de 3 500 habitants exerçant la compétence d'AO planifient, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil du jeune enfant** ; cette compétence vise à fixer des objectifs de création de places d'accueil à court ou moyen terme, en identifiant les zones prioritaires à couvrir et les modalités d'accueil à favoriser au regard des besoins des familles ; cette planification tient compte des priorités partagées par les communes dans le cadre des travaux du comité départemental des services aux familles (Cdsf) et des ressources mobilisables dans le cadre du schéma départemental des services aux familles (Sdsf).

Les commune de Propriano et Sartene sont concernées par cette compétence supplémentaire.

La CTG constitue un cadre structurant sur lequel la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo peut s'appuyer pour exercer ses compétences d'AO.

La CTG assure une vision cohérente et opérationnelle de l'offre d'accueil et comporte :

- Le diagnostic des besoins (Annexe 1) ;
- La liste des équipements et services soutenus chaque collectivité locale exerçant une compétence d'AO (Annexe 2) ;
- Le plan d'actions de la CTG (Annexe 3), ses indicateurs et la planification de l'offre (commune de Propriano) ;
- Les modalités de concertation et les partenariats à développer et les ressources de coopération et d'ingénierie mobilisées (Annexe 4).

¹ Loi plein emploi du 18 décembre 2024.

ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGES AU REGARD DES BESOINS

Les parties s'engagent à travailler sur les objectifs suivants au regard du diagnostic partagé :

- > En matière de réponse aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance ;
- > En matière de réduction des inégalités d'accès des enfants et adolescents aux activités péri et extrascolaires ;
- > En matière de soutien à l'autonomie et à l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes ;
- > En matière de soutien des parents, en couple, seuls ou séparés, dans l'exercice de leur parentalité, de la naissance à l'adolescence ;
- > En matière d'accès et le maintien dans le logement notamment des allocataires les plus fragiles ;
- > En matière de solidarité par le soutien aux politiques d'insertion, d'autonomie et de handicap, en lien avec les partenaires ;
- > En matière de sécurisation et d'accès aux droits et aux services ;
- > En matière de coopération avec les partenaires locaux.

Les annexes 2 et 3 à la présente convention préciseront les moyens mobilisés **par chacun des partenaires signataires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes feront apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

La Caf de la Corse du Sud, la CMSA, la Communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo** et les communes signataires s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf de la Communauté de communes du Sartenais Valinco Taravo et des communes à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

La Caf s'engage à répartir des financements bonifiés directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg » et du bonus trajectoire de développement.

De son côté, les communes s'engagent à poursuivre leur soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de leur contribution pour les équipements et services listés en annexe 2.

Lorsqu'il se matérialise par le versement d'une subvention, le soutien financier de la commune du territoire concerné doit permettre de garantir la qualité du service attendu. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

ARTICLE 6 - MODALITES DE COLLABORATION

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la Caf, de La Communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo et des communes.**

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux signataires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf et la Communauté de communes du **Sartenais Valinco Taravo.**

Le secrétariat permanent est assuré par la Caf.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixés d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

ARTICLE 7 - ÉCHANGES DE DONNEES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au

RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du Rgpd.

ARTICLE 8 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

ARTICLE 10- SUIVI, BILAN ET EVALUATION

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre une démarche à visée évaluative structurée autour de deux dimensions complémentaires :

1. Le suivi continu du plan d'action

Un tableau de suivi partagé est mis en place dès le démarrage de la CTG dans le but de :

- Actualiser régulièrement les informations (idéalement chaque trimestre)
- Suivre l'état d'avancement des actions
- Rendre compte des modalités de mise en œuvre, des avancements et des difficultés

2. Le pilotage de la démarche évaluative avec les communes du Sartenais ValincoTaravo en associant ses partenaires (associations, gestionnaires d'équipement, partenaires institutionnels, etc.)

Le pilotage s'organise autour de trois temps complémentaires en comité de pilotage :

- Des points d'étape annuels pour présenter l'état d'avancement du plan d'action et procéder à des ajustements mineurs si nécessaire.
- Un échange plus approfondi avec la collectivité territoriale à mi-parcours permettant d'examiner les avancées et les difficultés, et de décider d'éventuels ajustements mineurs, ou plus significatifs qui pourraient nécessiter un avenant à la CTG. Cet échange se traduit par la formalisation d'un bilan intermédiaire.
- Une méthode de suivi des actions programmées sera coconstruite avec l'ensemble des partenaires, afin de disposer d'indicateurs partagés, de suivre l'impact des actions engagées.

- Un échange associant les partenaires de la collectivité territoriale en fin de période pour analyser les résultats obtenus, évaluer le fonctionnement de la démarche CTG et préparer le renouvellement. Cette réflexion permet de formaliser un bilan final.

Cette organisation permet de maintenir une dynamique partenariale tout au long de la CTG, avec une mobilisation renforcée sur des moments-clés.

Une attention particulière est progressivement portée à l'évaluation des changements engendrés, non pas par chaque dispositif ou action pris isolément, mais par les effets de l'ensemble de ces actions et dispositifs sur le territoire. Cette approche permet d'évaluer le maillage territorial, la réponse aux besoins des habitants et de valoriser la vision globale et territoriale spécifique à la CTG. Il est ainsi attendu que la démarche à visée évaluative rende compte non seulement des réalisations (ce qui a été fait) mais aussi des changements territoriaux (ce qui a évolué pour les habitants du territoire).

Sous la responsabilité du COPIL CTG et avec l'aide de la Caf et les personnes désignées pour suivre la CTG au sein de la Communauté de communes du Sartenais Valinco Taravo, conduisent l'évaluation des politiques et des actions mises en œuvre en :

- Développant des partenariats afin de collecter des données et de l'information
- Concevant les indicateurs de suivi
- Conduisant les analyses statistiques, cartographiques, quantitatives et qualitatives et des dispositifs d'évaluation
- Exploitant et communiquant les résultats

ARTICLE 10 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de 01/01/2025 jusqu'au 31 décembre 2029.

La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

ARTICLE 11 - EXECUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

ARTICLE 12 : LA FIN DE LA CONVENTION

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties. La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

ARTICLE 14 : LES RECOURS

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait àLe.....2025

En autant d'exemplaires originaux que de signataires.

La Caf de la Corse du Sud

la communauté de communes
du Sartenais Valinco Taravo

La CMSA de Corse

Le Directeur

Le Président

Le Directeur

Le Maire de Propriano

Le Maire d'Olmeto

Le Maire de Sartene

Le Maire de Petreto Bicchisano

ANNEXE 1 – DIAGNOSTIC PARTAGE

ANNEXE 2 – LISTE DES EQUIPEMENTS ET SERVICES SOUTENUS PAR LES COLLECTIVITES LOCALE COMPETENTES

(Une liste des équipements et services par signataire dans le respect des compétences détenues)

TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	
	Crèche du Valinco (45 places) soutenue par la commune de Propriano
	Crèche A Ciuciarella (24 places) soutenue par la commune d'Olmeto
	Crèche de Sartène (20 places) soutenue par la commune de Sartène
MAM	A Nannareda (8 places) soutenue par la commune de Petreto Bicchisino
ALSH	
	ALSH d'Olmeto (peri et extrascolaire) soutenu par la commune d'Olmeto
	ALSH de Propriano (peri et extrascolaire) soutenu par la commune de Propriano
	ALSH de Sartène (péri et extrascolaire) soutenu par la commune de Sartène
PAEJ	U Spaziu Ghjuventu géré par la FALEP soutenue par la commune de Sartène
LAEP	
	LAEP (gestion CDC) implanté sur la commune de Propriano
	LAEP (gestion CDC) implanté sur la commune de Sartène

ANNEXE 3 – PLAN D’ACTIONS 2025/2029 - MOYENS MOBILISES PAR CHAQUE SIGNATAIRE DANS LE CADRE DES OBJECTIFS PARTAGES

Axe 1 Répondre aux besoins d'accueil diversifiés des jeunes enfants et de leurs familles dans le cadre du service public de la petite enfance

Cet axe constitue le socle minimum des attendus du plan d'actions du schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant

Option : Tableau récapitulatif des compétences des autorités organisatrices des modes d'accueil des jeunes enfants par commune et/ou EPCI :

Nom de la Commune (Indiquer seulement les communes qui exercent au moins une compétence d'AO)	Nb d'habitants	Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles ainsi que les modes d'accueil disponibles sur leur territoire	Informier et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents ;	Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil ; les communes de + de 10 000 habitants élaborent un schéma de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant	Soutenir la qualité des modes d'accueil ; les communes de + de 10 000 habitants se dotent d'un relais petite enfance (RPE) à compter du 1 ^{er} janvier 2026
Commune Propriano	+3500	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI
Commune Sartene	+3500	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input type="checkbox"/> Exercée par la commune <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI (
Commune Olmeto	-3500	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI
Commune Petreto Bicchisano	- 3500	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input checked="" type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	<input type="checkbox"/> Exercée par la commune ou <input type="checkbox"/> Transférée par la commune à l'EPCI	Indiquer si la commune conserve cette compétence ou la transfère à l'EPCI
EPCI	NC	<input type="checkbox"/> Transférée par l'ensemble des communes à l'EPCI <input type="checkbox"/> Transférée par certaines communes à l'EPCI.	<input type="checkbox"/> Transférée par l'ensemble des communes à l'EPCI <input type="checkbox"/> Transférée par certaines communes à l'EPCI.	<input type="checkbox"/> Transférée par l'ensemble des communes <input type="checkbox"/> Transférée par certaines communes à l'EPCI.	<input type="checkbox"/> Transférée par l'ensemble des communes <input type="checkbox"/> Transférée par certaines communes à l'EPCI.

--	--	--	--	--	--	--

ANNEXE 4 – MODALITES DE PILOTAGE STRATEGIQUE ET OPERATIONNEL ET SUIVI DE LA CTG

Ces instances de pilotage de la CTG s'appuient sur :

1. Comité de pilotage stratégique

- Rôle :
Impulser la dynamique, valider les orientations stratégiques et garantir le suivi du plan d'action issu du diagnostic partagé.
- Composition :
 - Représentants des principaux financeurs (CAF, MSA, collectivités territoriales).
 - Élus locaux (Communauté de communes, communes) à un niveau décisionnel.
- Fréquence :
1 réunion par an pour valider les grandes orientations et ajuster la stratégie.

2. Commissions de travail opérationnelles

- Rôle :
Développer une expertise thématique, planifier et coordonner les actions dans les domaines sectoriels concernés.
- Organisation :
Structurées par thématique (petite enfance, parentalité, jeunesse, animation de la vie sociale, accès aux droits et logement) ou par territoire selon les priorités du plan d'action.
- Composition :
 - Techniciens des collectivités (services sociaux, enfance, jeunesse).
 - Associations locales et opérateurs de terrain.
 - Professionnels spécialisés (éducation, santé, insertion) apportant une expertise technique.
- Fréquence :
Réunions régulières (semestrielles) ou en fonction des besoins pour assurer la mise en œuvre et le suivi des actions.

3. Méthode de suivi et d'évaluation

Une démarche d'évaluation coconstruite avec l'ensemble des partenaires (Communauté de communes, communes, MSA, CAF) sera mise en place dès le 1^{er} semestre 2026 pour :

- Suivre l'impact des actions engagées sur le territoire.
- Ajuster collectivement les interventions en fonction des besoins identifiés.

06 JAN. 2026

**ANNEXE 5 – DECISIONS DES CONSEILS MUNICIPAUX DES COMMUNES
D'OLMETO DE PROPRIANO ET DE SARTENE ET DU CONSEIL
COMMUNAUTAIRE**

Document cadre établi en 2024
délibérations 2024

06 JAN. 2026

Réception par le préfet : 30/12/2025

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SARTENAIS VALINCO
TARAVO**

SEANCE DU 12 DECEMBRE 2025

Convocations en date du 5 décembre 2025

Délibération n° 2025-86

Objet : Redevance Agence de l'eau

Le 12 décembre 2025 à 14 heures 30 les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Sartenais Valinco Taravo se sont réunis à la Mairie de Propriano – Salle des Délibérations, sur la convocation qui leur a été adressée par M. le Président de la communauté de communes, conformément aux articles L.2121-10 et L.2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Présents :

Communes	Titulaires
Arbellara	
Argiusta-Moriccio	
B.Campomoro	
Bilia	Tolini Jean-Pierre
Casalabriva	Tramoni Michel
F.Bilzese	
Fozzano	Cianfarani Pierre
Giuncheto	Istria Mireille
Granace	Paolini François
Grossa	Leandri Jean-Yves
Moca-Croce	
	Istria Patrice
Olmeto	Andréani Marie-Ange Mazzone Jean-Bernard Mozziconacci José-Pierre
Petretto-Bicchisano	Nicolaï Jacques
	Bartoli Paul-Marie Duval Santa Ettori Ghislaine Léandri Ange-François Faggiani Alain Ollandini Jean-Baptiste Pianelli-Casanova Angélique Taberner Elisabeth
Propriano	
Ste Marie Figaniella	
Sartène	D'Ortoli Bertrand Quilichini Pascal
Sollacaro	Bartoli Jean-Jacques
Viggianello	Pereney Jean

23 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le conseil communautaire étant composé de 40 membres en exercice.

Procurations : 5 : Monsieur Lari Ange a donné procuration à Monsieur Bartoli Paul-Marie, Madame Puthod-Honoré Myriam Angélique a donné procuration à Madame Ettori Ghislaine, Monsieur Scanavino François-Joseph a donné procuration à Monsieur Olandini Jean-Baptiste, Jean, Madame Mondoloni Marie-Liliane a donné procuration à Monsieur D'Ortoli Bertrand, Monsieur Costanzo Mathias a donné procuration à Monsieur Léandri Ange-François.

Absents non représentés : 13 : Caitucoli Paul-Joseph, Carrier Marie-Antoinette, Micheletti Vincent, Luciani Jean-Pierre, Alaris Nicolas, Barcelo Angelika, Corti Jacques, Giaïacopi Michel, Mondoloni Jeannine, Mondoloni Marie-Pierre, Canetti Caroline, Rocca Antoine, Pucci Joseph.

Délibération du conseil communautaire en date du 12 décembre 2025 : n°2025-86

Objet : Redevance Agence de l'eau

Le Président rappelle que le système de financement de l'Agence de l'eau a été modifié. Ainsi, chaque année, une délibération interviendra pour déterminer le montant en tenant compte de l'abattement.

Les montants arrêtés à ce jour sont les suivants :

Taux votés	Définition	2025	2026	2027	2028-2030
Redevance de Consommation	Le taux voté par l'Agence est celui qui est appliqué directement sur la facture d'eau	0,43	0,39	0,33	0,30
Redevance de Performance E	Le tarif voté par l'Agence sert à déterminer le montant qui sera appelé par l'Agence auprès de la Collectivité.	0,05	0,06	0,12	0,21
Redevance de Performance A	Le tarif voté par l'Agence sert à déterminer le montant qui sera appelé par l'Agence auprès de la Collectivité	0,03	0,09	0,17	0,17

Il est proposé d'adopter pour 2026 les montants sans tenir compte des résultats potentiels en termes d'abattement.

Le conseil communautaire,
Monsieur le Président entendu dans son exposé,
Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu, les statuts de la Communauté de Communes ;
Après en avoir délibéré, et selon le vote ci-après reproduit,

Nombre de membres en exercice : 41
 Nombre de membres présents ou représentés : 28
 Nombre de suffrages exprimés : 28
 Nombre de vote pour : 28
 Nombre de vote contre : 0

DECIDE

06 JAN. 2026

Article 1 : d'adopter pour 2026 les montants suivants :

- Redevance de consommation : 0.39
- Redevance de Performance E : 0.06
- Redevance de Performance A : 0.09

Pour extrait conforme au registre,
Le Président,
Ange-François LEANDRI



1

Délibération publiée le

06 JAN. 2026